

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



1188<sup>e</sup>  
SÉANCE PLÉNIÈRE

Vendredi 7 décembre 1962,  
à 20 h 30

NEW YORK

## SOMMAIRE

Page

### Point 29 de l'ordre du jour:

*La situation en Angola: rapports du Sous-Comité constitué aux termes de la résolution 1603 (XV) de l'Assemblée générale et du Gouvernement portugais (suite) . . . . 1131*

**Président:** M. Muhammad ZAFRULLA KHAN  
(Pakistan).

### POINT 29 DE L'ORDRE DU JOUR

**La situation en Angola: rapports du Sous-Comité constitué aux termes de la résolution 1603 (XV) de l'Assemblée générale et du Gouvernement portugais (suite)**

*En l'absence du Président, M. Rifa'i (Jordanie), vice-président, prend la présidence.*

1. M. MESTIRI (Tunisie): La délégation tunisienne attache une importance toute particulière à la question de l'Angola, car l'Angola pose aujourd'hui le problème colonial le plus aigu, celui qui, depuis que les armes se sont tuées en Algérie, cristallise les espoirs du nationalisme africain combattant. L'Angola appartient à cette région de l'Afrique au sud de l'Equateur où sévit le colonialisme le plus dur et le plus obstiné de tous. Ce colonialisme, que l'on appelle "de peuplement", nous l'avons connu et nous savons quelle obstination il peut mettre dans son aveuglement devant les réalités, quels soutiens il peut recueillir et quelles intrigues il peut susciter. Aujourd'hui, nous savons qu'une alliance impie réunit les colonisateurs occultes ou apparents de l'Angola et du Mozambique, du Katanga congolais et des deux parties de la Rhodésie à ceux du Sud-Ouest africain et de l'Afrique du Sud.

2. Dans ce contexte, le mérite du peuple angolais, qui est à l'avant-garde de la lutte réelle contre le colonialisme, doit être souligné. En effet, une chose est d'attaquer le colonialisme et ses aspects négatifs, une autre est de prendre les armes pour résister à la domination et à la répression armée au prix de sa vie, de la vie des siens et de la perte de ses biens, dans des conditions particulièrement difficiles, pratiquement les mains nues, contre un ennemi qui dispose de l'arsenal de la plus formidable coalition militaire que l'histoire ait jamais connue.

3. Loin de moi l'idée de m'attarder à ressasser les souvenirs douloureux de la guerre d'Algérie. Mais, à la lecture du rapport du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola [A/5286], et après avoir écouté l'exposé du représentant du Portugal [1183<sup>ème</sup> séance], on ne peut s'empêcher de faire des rapprochements. Ne retrouve-t-on pas, sous des appellations à peine différentes, toutes les thèses

et tous les arguments que nous avons déjà entendus lors des débats sur le drame algérien? Cela prêterait à rire si la situation n'était si dangereusement tragique. Rien n'y manque, depuis le "dernier quart d'heure" jusqu'à "l'Angola partie intégrante du Portugal", en passant par la "pacification" et "l'action psychologique". Il est vraiment dommage et en même temps triste pour l'humanité que les mêmes erreurs monumentales puissent se répéter, dans un intervalle si court, de la part de gens qui ne cessent de se prévaloir de leur degré de civilisation et de leur sens des responsabilités.

4. Ainsi, le douloureux processus de la guerre coloniale est définitivement déclenché en Angola, et il risque de plonger cette région si sensible de l'Afrique dans une longue période de convulsions et de violences, violences d'autant plus regrettables qu'elles sont inutiles car le résultat est connu d'avance. L'obstination du Gouvernement portugais ne viendra jamais à bout de l'admirable et courageuse persévérance du peuple angolais, uni autour de son gouvernement provisoire, déterminé à défendre sa dignité et à arracher ses droits légitimes.

5. Le seul problème sérieux qui se pose est de savoir si, et dans quelle mesure, la détérioration de la situation en Angola fera dégénérer la tension existant en Afrique en état de crise explosive entre les Etats africains et le Portugal. C'est tout l'avenir, tout le développement futur des relations entre les Etats africains et le Portugal, qui est en jeu. Dans l'hypothèse d'une intensification de la guerre contre nos frères angolais, qui se battront pour défendre leurs droits les plus élémentaires à la vie, à la dignité et à l'autodétermination, dans l'hypothèse d'une extension des moyens de répression, le Portugal se trouvera opposé non seulement aux forces nationalistes angolaises, mais aussi à tous les nationalistes africains.

6. Quant à nous, nous avons dit et nous répétons que dans un conflit pareil la Tunisie ne peut demeurer neutre ou passive. D'ores et déjà, nous exprimons notre entière solidarité agissante envers nos frères angolais. Le gouvernement du premier ministre Salazar ne peut pas continuer à ignorer cet état de choses et à faire peser sur la paix et la sécurité en Afrique et dans le monde une menace aussi réelle.

7. La délégation tunisienne, qui a lu avec beaucoup d'intérêt le rapport du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola, veut exprimer son profond sentiment à tous les membres du Sous-Comité et plus particulièrement à son président, M. Salamanca. Le travail accompli par le Sous-Comité, dans les conditions difficiles que l'on sait, est tout à fait digne d'éloges. Le Sous-Comité a montré beaucoup de patience à l'égard du Portugal, en même temps que beaucoup de sérénité ferme, et, par-dessus tout, il a fait preuve d'une objectivité pointilleuse.

8. Il n'est pas dans l'intention de ma délégation de commenter en détail ici le document qui nous est soumis. Mais je me dois de souligner le chapitre premier de la deuxième partie du rapport, dans lequel le Sous-Comité relève, avec un talent consommé, les contradictions entre les attitudes portugaises, et de tirer les conclusions générales qui s'imposent à la lecture du rapport, à savoir: premièrement, que la guerre, la guerre dans toute l'acception du terme, continue en Angola, deuxièmement, qu'après des échecs relatifs, dus au manque d'armes, l'action des patriotes angolais reprend de plus belle pendant la saison des pluies; troisièmement, que la tactique des patriotes angolais est de mieux en mieux adaptée aux circonstances; enfin, que la lutte est maintenant menée par un front uni qui s'impose de plus en plus à tous les autres groupuscules auxquels, dans son souci d'objectivité pointilleuse, que l'on comprend, le Sous-Comité a cru devoir consacrer de très longs paragraphes.

9. Le chapitre II de la deuxième partie du rapport, consacré au problème des réfugiés, est particulièrement intéressant à lire et démontre, sans contestation possible et avec chiffres à l'appui, la pénible inconsistance de la version portugaise sur cet autre aspect de la question.

10. Nous ne reviendrons pas sur les différentes thèses portugaises et l'interprétation que le gouvernement de Lisbonne a choisi de donner des événements. On ne peut cependant passer sous silence la fameuse thèse de l'Angola province d'outre-mer et ne pas souligner incidemment la ridicule vanité d'une telle prétention. De cet argument aussi, le rapport fait justice. Je voudrais cependant, à cet égard, citer un petit entrefilet, aussi curieux que révélateur, publié par le périodique Africa Report, où l'on lit:

"Le plan tendant à introduire des cours du niveau universitaire pour les Africains, en Angola, annoncé en avril par le Gouverneur général, le général Venacio Dalsandes, a été déclaré anticonstitutionnel, le 21 juillet, par la Junte nationale de l'instruction, à Lisbonne. Il n'y a pas, actuellement, d'université en Afrique portugaise."

Ainsi, d'une part, l'Angola, par la magie d'une disposition constitutionnelle portugaise, est partie intégrante du Portugal; d'autre part, l'enseignement supérieur, par l'effet du même texte, y est interdit. De deux choses l'une: ou bien le Portugal admet que l'Angola n'est pas le Portugal; ou bien il doit admettre que l'obscurantisme est la politique officielle, au Portugal, du professeur Salazar.

11. Une autre constante de la thèse du gouvernement de Lisbonne mérite qu'on s'y arrête, c'est celle selon laquelle la guerre est finie ou presque; cette thèse, plus communément connue sous le nom de "thèse du dernier quart d'heure", a d'ailleurs emporté le régime qui l'a inventée. Ainsi apprend-on que le Portugal ne mène que de petites opérations de police, innocentes et bénignes. Au même moment, la presse portugaise exalte l'héroïsme et le talent des aviateurs portugais qui massacrent l'ennemi, c'est-à-dire les populations angolaises.

12. Le Gouvernement portugais, par la voix de son représentant, continue tranquillement de répéter ici que la guerre est finie, cependant que le Herald Tribune du 23 novembre 1962 nous apprend que le bateau portugais Niassa a quitté Lisbonne pour l'Angola la veille, soit le 22 novembre, avec 1 500 sol-

dats à bord. L'article n'ajoute toutefois pas que ces soldats partent en vacances. Par ailleurs, l'hebdomadaire sud-africain The Star du 29 septembre 1962 nous apprend que les Sud-Africains vont construire en Angola une route pour leurs alliés portugais et que "la stratégie militaire est l'une des principales raisons pour lesquelles le Gouvernement portugais a décidé de s'engager dans ce projet gigantesque".

13. Tout ceci, qui donne parfois l'impression que le Portugal ne se rend pas compte du peu de sérieux de ses arguments, est profondément décevant; d'autant plus décevant, pour nous, que nous avons cru que la présence, dans cette enceinte, de la délégation portugaise, pour la première fois, pendant ces débats, était l'augure d'une prise de conscience par le Gouvernement portugais de ses responsabilités. Il semble malheureusement qu'il n'en soit rien. Devrons-nous donc espérer contre tout espoir et faire de nouveau appel au bon sens du Gouvernement du Portugal? Il le faudrait certainement, mais cela n'est guère suffisant. Ce qu'il faut, aujourd'hui, c'est que nous prenions conscience, ici, du drame qui se joue. Les Nations Unies ne peuvent admettre que les troupes portugaises continuent, dans le cadre de ce qu'on appelle pudiquement des "opérations de police", de massacrer les populations africaines de l'Angola. Les Etats africains, pour leur part, ne l'admettront pas.

14. Il faut que le Portugal arrête les terribles opérations qu'il mène contre les Africains de l'Angola. Il faut surtout qu'il ne soit plus en mesure de mener ces opérations. Pour cela, il faut faire en sorte qu'il ne lui soit plus fourni, sous quelque prétexte que ce soit, d'armes et de munitions. Voilà un domaine où l'Organisation des Nations Unies peut et doit agir.

15. Je voudrais rappeler en particulier que M. Holden Roberto, chef du Gouvernement angolais en exil, a donné, devant la Quatrième Commission [1398ème séance], d'impressionnants détails sur cet aspect du problème. Il a, en effet, donné les numéros et l'origine des armes que les combattants angolais ont saisies aux Portugais, et il a mentionné le nom de certains pays. A tous ces pays, et en particulier à nos amis américains, nous disons, avec tout le sérieux dont nous sommes capables, notre inquiétude, et, il faut le dire, notre colère. On ne saurait se proclamer le champion de la liberté et pourvoir les assassins de la liberté des moyens de détruire et d'étouffer cette même liberté.

16. Nous ferons tout ce que nous pourrons — mais, malheureusement, nous ne pouvons pas beaucoup — pour aider les Angolais dans la lutte sacrée qu'ils mènent non seulement pour la libération de leur patrie, mais aussi pour détruire le cancer colonialiste qui mine toute cette région de notre continent africain. C'est pour nous une question de toute première importance. Tant que subsistera la grande alliance coloniale qui subjugue l'Afrique centrale et méridionale, le spectre du colonialisme n'aura pas été écarté pour toujours. C'est là notre conception de la solidarité africaine, conception que nous veillons à traduire dans les faits. Nous ne cesserons jamais d'apporter le soutien le plus complet, dans la mesure de nos modestes moyens, aux véritables chefs de la révolution angolaise, à ceux-là qui mènent la bataille, et à ceux-là seulement. Le Gouvernement tunisien espère que tous les Etats indépendants d'Afrique, sans exception aucune, agissent et agiront de la même façon.

17. La délégation tunisienne estime que l'Assemblée générale pourrait adopter le projet de résolution proposé par le Comité des Dix-Sept<sup>1/</sup> sur ce problème, et contenu dans le paragraphe 44 du rapport de ce comité [A/5238]. Par ailleurs, la délégation tunisienne souscrirait à tout autre projet qui insisterait sur la nécessité d'une coopération plus efficace de la part de la Puissance administrante, et qui permettrait d'assurer une présence des Nations Unies dans ce territoire.

18. Nous espérons ne pas avoir donné prétexte au représentant du Portugal de nous accuser d'avoir laissé percer notre émotion. Nous voulons croire que la raison finira par l'emporter, afin que soit évitée une véritable catastrophe. Nous souhaitons vivement que le gouvernement du premier ministre Salazar sache surmonter des considérations déplacées de prestige, abandonner une politique coloniale dépassée, entamer des négociations en vue du transfert des pouvoirs aux représentants légitimes du peuple angolais, et sauvegarder ainsi les chances d'entente et de réconciliation.

19. M. DUGERSUREN (Mongolie) [traduit du russe]: La position du Gouvernement de la République populaire mongole sur la question de l'Angola a été maintes fois exposée par notre délégation aux précédentes sessions et à la présente session de l'Assemblée générale. Notre position revient à une sévère condamnation, par notre peuple et par son gouvernement, des crimes commis par le régime Salazar contre les populations autochtones des territoires assujettis, et en particulier contre le peuple de l'Angola qui s'est engagé sur la voie de la lutte pour la libération de son pays de la domination coloniale. Notre position consiste en ce que le peuple et le gouvernement mongols assurent les patriotes angolais de leur appui sans réserve dans la lutte légitime qu'ils mènent.

20. Comme auparavant, le Gouvernement de la République populaire mongole estime que la question de l'Angola reste une des plus graves de la vie internationale actuelle. La situation en Angola constitue en soi une menace au maintien de la paix en Afrique et dans le monde entier, et la politique que le Portugal poursuit dans ce pays est l'obstacle le plus sérieux au succès de l'application de la Déclaration historique adoptée par les Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

21. Presque tous les orateurs qui m'ont précédé ont largement et justement traité de la question. Le représentant du Portugal a naturellement fait exception et n'a rien trouvé de mieux que de lancer une violente attaque contre la majorité écrasante des Membres de l'Organisation et de déformer de façon scandaleuse la situation de fait dans les possessions coloniales de son pays.

22. Ce n'est pas la première fois, on le sait, que les Nations Unies examinent le problème posé par la situation en Angola et qu'elles sont appelées à prendre une décision à son sujet. Cependant, toutes les résolutions et recommandations adoptées tant par l'Assemblée générale que par le Conseil de sécurité sur cette question sont repoussées avec acharnement par le Gouvernement portugais. Faisant fi des exigences clairement formulées par l'opinion

publique, le Portugal tente d'aller à l'encontre du processus irréversible de notre époque, de s'opposer au mouvement révolutionnaire de libération des peuples opprimés.

23. L'aggravation actuelle et qui va toujours croissant de la situation en Angola inquiète l'opinion publique mondiale. Dans ce pays, les autorités portugaises mènent une guerre d'extermination contre les Angolais. Le nombre des tués depuis deux ans dépasse déjà 50 000. Une armée portugaise de 60 000 hommes, sans compter les forces de police, est lancée contre les patriotes angolais. Le monde entier a pris connaissance du communiqué du commandement portugais à Luanda, en date du 15 septembre 1962, selon lequel une opération militaire importante, dite "opération Aquilon", serait en cours dans la région de l'Angola du Nord.

24. Dans le rapport du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola [A/5286], on lit que l'opération "Aquilon" n'avait pas été la seule de son genre et qu'en Angola l'armée portugaise est constamment en action.

25. Ces opérations militaires menées par l'armée coloniale portugaise ne peuvent être considérées comme des actions de police ordinaires et d'une portée limitée, destinées au maintien de l'ordre et au respect de la loi, ainsi que le Gouvernement portugais voudrait le faire croire (*ibid.*, par. 63.)

26. La raison principale du conflit militaire en Angola, c'est la politique coloniale inhumaine et cruelle du Gouvernement portugais, son refus opiniâtre de reconnaître au peuple d'Angola le droit à la libre détermination et à l'indépendance; il y a aussi les conditions de vie extrêmement pénibles que connaît la population angolaise, les féroces mesures de répression et de persécution dont elle est l'objet à la moindre manifestation de sentiments nationaux ou d'aspiration à la liberté et à l'indépendance.

27. La guerre coloniale en Angola va de pair avec une discrimination raciale effrénée et de cruelles mesures de répression. Le travail forcé impitoyable est devenu l'un des attributs du régime de Salazar en Angola.

28. Dans ce pays règnent, comme auparavant, la misère, la famine, la maladie et un analphabétisme général. Les prétendues "réformes" entreprises par le Portugal non seulement n'ont pas tenu compte des intérêts vitaux de la population angolaise, mais n'ont apporté aucune modification valable dans les domaines politique, économique, social et culturel. Le rapport du Sous-Comité signale à juste titre que ces réformes n'ont pas été conçues en vue de l'accession du peuple angolais à l'autonomie ou à la libre détermination; au contraire, elles sont destinées à maintenir l'Angola sous le strict contrôle du Portugal en matière politique, économique et militaire. A cet égard, il convient d'ajouter que les assurances du Gouvernement portugais sur l'existence d'une "société multiraciale" ne sont qu'une forme voilée de son refus persistant d'accorder l'indépendance au peuple angolais.

29. Le nouvel afflux de réfugiés angolais dans les pays voisins de l'Angola pendant la période considérée confirme la situation pénible et intolérable de la population de ce pays. Selon les données fournies par le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, présenté à cette session de l'Assemblée générale [A/5211/Rev.1/Add.1] et par

<sup>1/</sup> Sous-Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

le rapport du Sous-Comité [A/5286], rien qu'au Congo (Léopoldville) on a dénombré 160 000 réfugiés.

30. L'aide qu'apportent les alliés, dans le cadre de l'OTAN, à leur partenaire du Portugal dans sa lutte contre le mouvement de libération nationale aggrave encore la situation en Angola. Au lieu de mettre en œuvre les dispositions des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, ces puissances continuent à fournir aux forces coloniales portugaises les armements les plus modernes, depuis les armes automatiques jusqu'aux bombes au napalm et aux avions à réaction.

31. D'après les informations parues dans la presse de certains pays, le Portugal a reçu depuis quelques années et rien que des Etats-Unis des armes et des fournitures militaires évaluées à environ 300 millions de dollars. D'après les témoignages d'officiers portugais eux-mêmes, la fourniture d'armements en provenance de l'OTAN n'a pas discontinué pendant l'année en cours.

32. Pourquoi le Portugal et les puissances de l'OTAN refusent-ils avec tant d'opiniâtreté d'accorder l'indépendance à l'Angola? Je me permettrai à ce propos de vous citer la déclaration caractéristique d'un missionnaire américain, Edwin LeMaster, qui a vécu neuf ans en Angola et, de plus, trois mois dans les prisons portugaises. Il écrivait notamment dans le numéro du 12 mai 1962 du journal américain Saturday Evening Post:

"Je comprends que le Portugal a besoin de l'Angola. Les Portugais sont parmi les peuples les plus pauvres et les plus illettrés d'Europe. Le Portugal a besoin de l'Angola pour obtenir des matières premières et disposer d'une main-d'œuvre à bon marché. Je comprends que le dictateur portugais Antonio de Oliveira Salazar en a besoin aussi. L'existence de l'Angola consolide ses possessions coloniales chancelantes en Afrique et en Orient. S'il perdait l'Angola, son régime tomberait très certainement. Une situation désespérée de ce genre a donné naissance plus d'une fois à un régime de terreur."

En effet, lorsqu'un peuple arriéré domine d'autres peuples, le colonialisme se manifeste alors sous la forme la plus cruelle et la plus exécrable, sans dissimulation ni subterfuge.

33. Ce genre de domination est encore plus dangereux du fait que le pauvre colonialiste invite ses partenaires, qui d'ailleurs ne demandent que cela, à renforcer sa domination sur les opprimés, ce qui aboutit, ainsi que le démontre le présent exemple, à une exploitation collective.

34. En effet, l'Angola, un des pays les plus riches d'Afrique, avec ses terres fertiles, son climat excellent, son sous-sol riche en ressources minérales, excite les insatiables appétits des monopoles impérialistes de l'Occident. Actuellement, de nombreuses compagnies y exercent leur activité, notamment les monopoles américains, britanniques et d'Allemagne de l'Ouest, qui en extorquent des profits fabuleux. Les Etats-Unis d'Amérique, par l'intermédiaire du Portugal, importent une grande partie du café angolais, toute la production de manganèse et d'autres matières premières. La Angola Diamonds Company, contrôlée par les Américains conjointement avec les Britanniques et les Belges, monopolise toute la production des mines de diamants et la firme Krupp de l'Al-

lemagne de l'Ouest augmente toujours davantage sa part dans l'extraction du minerai de fer de l'Angola.

35. C'est ainsi que les pays de l'OTAN, en fournissant des armes au Portugal, mettent en commun non seulement leurs intérêts militaires, politiques et coloniaux, mais aussi leurs intérêts pour la domination économique en Angola; aussi en sont-ils venus à mener la lutte en commun contre le mouvement de libération nationale du peuple angolais. Il convient de remarquer que cette évolution des événements n'est qu'une manifestation partielle de l'ensemble du complot ourdi par les puissances impérialistes contre les peuples opprimés qui revendiquent l'octroi immédiat de leur indépendance.

36. Nous partageons entièrement l'inquiétude légitime des pays africains devant la situation créée en Angola, et nous les appuyons quand ils déclarent que, ne pouvant assister passivement au déroulement des événements dans cette colonie, ils se verront contraints de prendre des mesures collectives pour venir en aide au peuple angolais dans la conquête de sa liberté et de son indépendance.

37. Le Comité politique des Etats africains, à la session qu'il a tenue au Caire en juin dernier, a demandé à tous les Etats du monde d'aider le peuple angolais à obtenir son indépendance. A ce propos, notre délégation estime que l'Organisation des Nations Unies doit suivre attentivement la situation en Angola et l'appel ainsi lancé par les Etats africains.

38. Pour terminer, je désire souligner que la délégation mongole approuve les conclusions et décisions contenues dans le rapport présenté par le Sous-Comité et par le Comité spécial des Dix-Sept [A/5238]; elle espère qu'elles recueilleront l'approbation de l'Assemblée générale.

39. Notre délégation approuve également le projet de résolution proposé par le Comité spécial des Dix-Sept [*ibid.*, chap. XI, par. 44] pour approbation par l'Assemblée générale. Ma délégation votera en faveur de ce projet de résolution.

40. La délégation de la République populaire mongole est convaincue que ce projet de résolution sera appuyé par tous ceux qui souhaitent véritablement l'application dans les plus brefs délais de la Déclaration des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité en Afrique et dans le monde entier.

41. M. JANTUAH (Ghana) [traduit de l'anglais]: Il existe en Angola un cruel état de guerre. Le Sous-Comité a déclaré: "... c'est une guerre dans toute l'acception du terme qui se poursuit en Angola" [A/5286, par. 106]. Au moment même où je parle, les bombardiers du Portugal, fournis par ses alliés de l'OTAN, sont peut-être en train de lancer des bombes au napalm, de semer la destruction, de faucher des centaines d'Angolais sans défense qui sont terrorisés et fuient leurs foyers pour se réfugier dans la brousse ou au Congo voisin et amical.

42. Nous sommes peut-être très habitués aux atrocités de la guerre, de la guerre moderne en général, entre des belligérants dont la puissance militaire et les ressources sont comparables. Quand la guerre consiste en une agression pure et simple d'une puissance coloniale contre un peuple colonisé, peut-être alors ne pouvons-nous, sauf bien entendu le brave peuple algérien et l'invincible peuple angolais, qu'ima-

gner le degré de brutalité et de sauvagerie avec lequel une puissance coloniale comme le Portugal se venge avec acharnement sur ses victimes, la haine et la convoitise au cœur.

43. Mais pourquoi cette guerre contre le peuple angolais? Pourquoi le Portugal massacre-t-il les Angolais, pourquoi dévaste-t-il les exploitations agricoles et rase-t-il les villes et les villages? A ces questions, le Sous-Comité a fourni une réponse en quelques mots: il en attribue la cause à la résistance que le Portugal oppose aux aspirations naturelles des Angolais et au fait qu'il persiste à vouloir pratiquer le colonialisme sous couvert d'une politique d'intégration.

44. Permettez-moi d'exprimer au Sous-Comité la sympathie sincère de ma délégation pour la façon malveillante et imméritée dont le Gouvernement portugais l'a traité. Le Sous-Comité a fait preuve d'une compréhension particulièrement complète de l'étendue de ses devoirs et de ses responsabilités, en essayant à diverses reprises, par des moyens tant officiels qu'officiels, d'obtenir la coopération du Gouvernement portugais, dont on espérait qu'il verrait dans le maintien du Sous-Comité une occasion offerte par l'Organisation de pouvoir résoudre le problème angolais de manière pacifique.

45. L'insuccès des démarches du Sous-Comité, dû au refus de coopération du Gouvernement portugais, est maintenant devenu un point d'histoire. Le rapport complet, clairvoyant et véridique que le Sous-Comité a néanmoins pu présenter conformément à son mandat non seulement le justifie, mais il justifie et confirme aussi la confiance qui a conduit l'Assemblée générale à le maintenir et à le charger de poursuivre ses travaux. Le Sous-Comité ne doit pas prêter la moindre attention aux observations tendancieuses faites au sujet de sa bonne foi par les représentants du Portugal, dont le manque d'intégrité et l'habileté à déformer les faits ont été prouvés amplement, tant dans le rapport que par leur attitude à l'Organisation.

46. En tout cas, la délégation du Ghana est entièrement de l'avis du Sous-Comité qui déclare: "... cette attitude négative, qu'elle repose sur des accusations gratuites relatives à l'intégrité du Sous-Comité ou sur l'interprétation que le Gouvernement portugais donne à certaines dispositions de la Charte, n'est pas fondée, et ... elle constitue un défi public à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies" [A/5286, par. 78].

47. Le peuple ghanéen, comme tous les anciens peuples coloniaux, a dû subir jusqu'à une date récente le joug affreux du colonialisme et est donc dans une forte position pour dire au monde que ce système est un mal effrayant et qu'il est pire encore quand il se déguise en une politique d'intégration multiraciale sur la base de l'égalité avec le territoire métropolitain.

48. Notre propre expérience humiliante a aussi durci notre attitude en une méfiance durable envers les gouvernements qui admettent ce système. Comme les autres, le Gouvernement du Portugal colonialiste a justifié une fois de plus notre méfiance envers les puissances coloniales et a apporté une nouvelle preuve de la profondeur de la supercherie dans laquelle il peut sombrer, même s'il s'agit de questions aussi capitales que celle de la situation actuelle en Angola, de questions de vie et de mort.

49. Le Sous-Comité, dans le résumé de ses constatations, aux paragraphes 214 à 220 de son rapport, n'a pas eu l'occasion d'accepter comme vraie ou exacte une seule des quelques affirmations d'ordre matériel que le Gouvernement portugais prétendait être des faits. Le Sous-Comité a refusé d'accepter l'affirmation du Gouvernement portugais suivant laquelle ses opérations militaires étaient "des actions de police de portée limitée"; il a ajouté qu'il ne pouvait accepter de "considérer ces opérations, particulièrement celles de l'aviation portugaise, comme rentrant dans le cadre du maintien de l'ordre" [*ibid.*, par. 216].

50. En réponse à une affirmation mensongère du Portugal qui prétendait que 80 000 réfugiés angolais étaient rentrés dans leurs foyers, le Sous-Comité a déclaré avec sa netteté coutumière: "... aucun mouvement notable de retour vers l'Angola ne s'est manifesté, malgré les encouragements des autorités portugaises, et le nombre relativement faible des retours est bien inférieur à celui des nouvelles arrivées au Congo" [*ibid.*, par. 217].

51. L'affirmation catégorique du Gouvernement portugais suivant laquelle nul n'a été incarcéré pour crime politique et qu'il n'y a pas eu d'exécutions a aussi été réfutée par les preuves recueillies par le Sous-Comité, qui rapporte: "... il est prouvé qu'un grand nombre d'Angolais ont été arrêtés et sont encore détenus pour des délits que l'on ne peut considérer que comme des délits politiques. En outre, d'après certaines plaintes, des Angolais ont été exécutés sans inculpation formelle, simplement parce qu'ils étaient soupçonnés d'être mêlés au mouvement d'indépendance." [*ibid.*, par. 218.]

52. C'est en connaissance de cause et avec sagesse que l'Assemblée générale, dans un appel lancé au Gouvernement portugais pour qu'il remette immédiatement en liberté tous les prisonniers politiques angolais, ne s'est pas limitée à la libération des prisonniers en Angola seulement, mais "où qu'ils soient détenus". Il est en effet avéré que, à part les prisonniers politiques angolais qui peuvent avoir été envoyés de l'Angola dans des prisons au Portugal, des étudiants angolais des deux sexes qui avaient manifesté leur appui en faveur du mouvement d'indépendance où étaient soupçonnés de le soutenir ont été arrêtés et jetés en prison au Portugal.

53. Il n'y a pas très longtemps, à peine un peu plus d'un an pour être assez précis, j'ai été moi-même en relation avec un certain nombre d'étudiants qui souffraient, mais dont la volonté de rester libres était inébranlable et qui fuyaient la colère du régime totalitaire de M. Salazar et la menace de l'emprisonnement. Ils étaient environ 45, hommes, femmes et enfants. Il y avait même deux jeunes femmes enceintes dont l'une a accouché pendant leur évacuation de France en Afrique.

54. Le représentant du Portugal pourra peut-être nous expliquer pourquoi 45 personnes, et parmi elles des enfants et des femmes enceintes, avaient dû s'enfuir subitement du Portugal où elles étudiaient et travaillaient, s'il n'était pas vrai que, comme elles le disaient, le Gouvernement avait arrêté et emprisonné un certain nombre de personnes et que d'autres étaient constamment menacées d'arrestation et d'emprisonnement sans discrimination à cause de leur participation au mouvement d'indépendance. Peut-



être pourra-t-il aussi persuader le CIMADE<sup>2/</sup>, organisme français qui a fait venir ces 45 étudiants du Portugal et les a entretenus et aussi le service français de l'immigration, que la présence de ces 45 réfugiés angolais venus du Portugal et que j'ai aidés à sortir de France n'était qu'une hallucination.

55. Vraiment, dans tous les domaines, le Portugal semble justifier notre méfiance envers les puissances coloniales. Par exemple, M. Nogueira, ministre des affaires étrangères du Portugal, dans la déclaration qu'il a faite dans la discussion générale le 18 octobre 1962 [1155<sup>ème</sup> séance], a affirmé qu'il y avait en Angola 17 630 établissements d'enseignement et que le nombre des étudiants y était d'environ 710 000. Ma délégation était naturellement ravie d'entendre ce renseignement, mais elle a été vite déçue quand elle a appris dans le numéro de mars 1962 d'une publication officielle, le "Bulletin d'outre-mer" (*Boletim Geral do Ultramar*), qu'il n'y avait en Angola, à la fin de novembre 1961, que 2 011 écoles et 120 964 élèves. D'autres sources ont confirmé les chiffres fournis dans le "Bulletin d'outre-mer" plutôt que ceux que M. Nogueira avait généreusement donnés. A moins que nous ne puissions en arriver à croire qu'en moins d'un an le Gouvernement portugais a pu multiplier par huit le nombre des écoles en Angola et par six le nombre des élèves, comment peut-on concilier la contradiction manifeste de ces deux renseignements qui proviennent de deux sources apparemment également autorisées?

56. Quoi qu'il en soit, le Portugal métropolitain a lui-même un tel besoin d'investissements pour l'enseignement qu'il n'est guère dans ses moyens d'entreprendre dans sa colonie une telle expansion qui serait sans précédent. La pénible réalité, cependant, est que ce sont des soldats armés de fusils et non pas des professeurs munis de livres que le Portugal envoie aujourd'hui en Angola, et le seul moyen de le dissimuler est de répandre des renseignements faux.

57. Dans son discours, le représentant du Portugal a fait cette déclaration surprenante:

"Ne pouvant nier la réalité des mesures législatives que nous avons adoptées en nous inspirant des principes les plus nobles de la dignité de l'homme, nos détracteurs ont essayé d'en amoindrir l'importance en niant d'avance leurs effets." [1183<sup>ème</sup> séance, par. 44.]

C'est avec grand plaisir que ma délégation est d'accord avec le représentant du Portugal quand il dit que ses détracteurs ne peuvent vraiment nier la réalité des mesures que le Gouvernement portugais a adoptées en Angola. Connaissant le passé colonial du Portugal, l'infâme passé colonial du Portugal, aucune délégation africaine, pas plus qu'aucune autre délégation sauf celles du Portugal et de l'Afrique du Sud, ne manquera de noter la différence entre les "principes de la dignité de l'homme" à la mode portugaise et les principes acceptés par les Nations Unies. Il suffit d'avoir parcouru le rapport du Sous-Comité pour savoir qu'aucune délégation, africaine ou autre, sauf celles du Portugal et de l'Afrique du Sud, ne peut nier la sombre réalité des desseins visés par la législation coloniale portugaise concernant l'Angola. Le Sous-Comité écrit à ce sujet:

"Cependant, ce que l'on sait montre que ces réformes ne visent pas à favoriser l'autonomie ou

l'autodétermination du peuple angolais." [A/5286, par. 219.]

C'est là une partie de la réalité dont M. Garin dit très justement que ses détracteurs ne peuvent la nier. Le rapport continue en disant de ces réformes:

"Elles comprennent des programmes dont l'objet est de favoriser la colonisation du territoire par des colons portugais, auxquels le gouvernement donne des encouragements et des avantages particuliers." [*Ibid.*]

Comment une personne de bon sens peut-elle penser qu'une déclaration lucide de ce genre peut être une négation de la réalité dont M. Garin était tellement fier de se vanter? En fait, comment M. Garin peut-il penser que ses détracteurs ont essayé d'"amoindrir l'importance" de ces mesures de réforme en niant d'avance leurs effets, alors que le Sous-Comité a déclaré en termes très nets:

"En même temps, le Gouvernement portugais garde la haute main sur le territoire, du point de vue militaire et politique, et prend des mesures pour intensifier son intégration économique au Portugal." [*Ibid.*]

Oui, le représentant du Portugal a raison sur le fait que la sinistre réalité et les effets désastreux des desseins de la législation de son gouvernement pour l'Angola sont absolument indéniables. Cette seule prise de conscience de la brutale réalité et des effets désastreux des mesures législatives portugaises nous fait frissonner à la pensée du destin qui attend l'Angola.

58. La supercherie, la prévarication et le mensonge sont les moindres défauts des puissances coloniales et le Ghana n'a cessé de les dénoncer depuis le jour de son indépendance, quelle que fût la puissance coloniale en cause, afin de mettre à nu la véritable nature de ce système dégradant qu'est le colonialisme, c'est-à-dire l'esclavage.

59. Le représentant du Portugal a prétendu l'autre jour que depuis l'abrogation du statut des indigènes toutes les personnes nées dans les territoires portugais avaient reçu la jouissance de l'égalité des droits politiques sans distinction de race, de religion ou de culture. Par conséquent, le représentant du Portugal admet ainsi qu'avant l'abrogation du statut certaines personnes nées dans les territoires portugais ne jouissaient pas de l'égalité des droits politiques à cause de leur race, de leur religion ou de leur culture. C'est là une déduction directe dont l'évidence apparaîtra certainement même à M. Garin.

60. Etant donné que les pays coloniaux sont passés maîtres dans l'art d'employer les demi-affirmations et les demi-vérités, il doit être facile de conclure qu'avant l'abrogation du statut, pour ne parler que de l'époque d'avant l'abrogation du statut, certaines personnes nées dans un territoire prétendument portugais étaient traitées en esclaves à cause de leur couleur, de leur religion ou de leur culture, ou encore de l'association de certains de ces motifs.

61. On estime généralement que c'est en Angola, sous l'administration portugaise, que la pratique de l'esclavage a duré le plus longtemps. On peut même déclarer avec quelque justification que l'esclavage n'a jamais cessé d'y être pratiqué, mais qu'il s'y présente sous l'aspect du système plus honorable connu sous le nom de système de la "main-d'œuvre sous contrat". Voici ce qu'écrivait lady Simon, du Royaume-Uni, dans son ouvrage intitulé Slavery:

<sup>2/</sup> Comité Intermouvements auprès des évacués.

"Feu lord Cromer, qui a observé l'évolution de l'Afrique portugaise de plus près que la plupart des administrateurs britanniques, est parvenu à la conclusion certaine que le prétendu système de la "main-d'œuvre sous contrat" en Afrique portugaise était impossible à distinguer de l'esclavage; il a souvent décrit la condition des travailleurs contractuels comme étant celle d'esclaves et le système suivant lequel ils étaient engagés et gardés dans les plantations comme un système d'esclavage<sup>3/</sup>."

62. En prenant comme point de départ le début de ce siècle et en laissant complètement de côté tout ce qui s'est passé auparavant, nous trouvons beaucoup d'observateurs éminents et réputés qui ont dévoilé que l'esclavage était un des aspects du colonialisme portugais en Angola. Parmi eux, un des plus remarquables, H. W. Nevins, a écrit dans son ouvrage A Modern Slavery, publié à Londres en 1906:

"... Après nous être arrêtés à Luanda et avoir embarqué 42 esclaves de plus, faisant ainsi un chargement complet de 72 hommes et femmes, sans compter les nombreux enfants, nous avons fait escale à Ambriz, et là, au petit matin, l'un des esclaves, voyant tout proche son village natal, s'est laissé glisser du gaillard d'avant où les esclaves étaient entassés et a essayé de nager vers la liberté."

63. En 1913, John Harris a publié un livre intitulé Portuguese Slavery: Britain's Dilemma. Le professeur James Duffy, de l'Université Harvard, auteur américain contemporain faisant autorité, a dit de ce livre qu'il contenait la condamnation la plus définitive prononcée contre le système de la main-d'œuvre sous contrat. Harris a parlé de crânes gisant le long de la vieille piste des esclaves, de chaînes, de meurtres et de terre dévastée. A la frontière entre l'Angola et le Congo belge, a écrit Harris, de 20 000 à 40 000 esclaves étaient encore vendus chaque année et des 70 000 à 100 000 travailleurs angolais qui y avaient été envoyés dans les 30 années qui avaient précédé 1908 pas un seul n'avait été rapatrié. Harris a écrit: "Aucun argument, aucun décret ou règlement hypocrite ne peut changer ces faits."

64. Encore et plus récemment, en 1947, Henrique Galvão, qui était alors inspecteur du Gouvernement portugais en Angola, a écrit: "Par certains côtés, la situation est pire que celle du simple esclavage." Tel était le verdict d'un inspecteur du Gouvernement portugais, et il n'y a pas tellement longtemps.

65. Maintenant, à la suite d'une plainte déposée par le Gouvernement du Ghana contre le Gouvernement portugais et déposée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, la plus ancienne institution spécialisée des Nations Unies, une commission de cette organisation a été nommée en 1961 pour examiner la plainte du Ghana et faire rapport à son sujet. Pour accomplir sa mission, la commission s'est rendue en Angola, ainsi qu'au Mozambique; après avoir achevé sa mission, elle a fait son rapport qui a été publié par l'OIT à Genève au début de 1962. C'est de ce voyage de la commission de l'OIT que les représentants du Portugal ont souvent parlé pour défendre leur pays accusé d'avoir pratiqué le travail forcé. Dans sa déclaration faite à la séance plénière de l'Assemblée générale le 18 octobre 1962 [1155ème séance],

<sup>3/</sup> Kathleen Simon, Slavery, Londres, Hodder and Stoughton Ltd., 1929.

M. Nogueira, ministre des affaires étrangères du Portugal, est allé jusqu'à prétendre que — de son point de vue faussé, évidemment — non seulement le rapport n'avait rien trouvé à critiquer au sujet des pratiques suivies en matière de travail en Angola, mais encore que la commission avait soudain découvert en Angola une législation sociale et une législation du travail parmi les plus avancées de toute l'Afrique.

66. Il paraît impossible que le paragraphe 725, 5, de ce rapport puisse avoir échappé à l'œil inquisiteur de M. Nogueira, mais il doit cependant s'être arrangé pour ne pas avoir vu cette page et ne pas l'avoir lue. La commission a écrit dans son rapport:

"... la Commission n'a pas acquis la conviction que toutes les obligations de la Convention sur l'abolition du travail forcé, 1957, étaient pleinement remplies à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention pour le Portugal, à savoir le 23 novembre 1960. Elle a noté un certain nombre de cas où des changements destinés à mettre la législation et la pratique en pleine harmonie avec la Convention ont été effectués après que la plainte — c'est-à-dire la plainte du Ghana — "eut été déposée, mais où les dispositions de la Convention n'étaient pas pleinement appliquées immédiatement après son entrée en vigueur pour le Portugal. Elle a aussi noté certains points sur lesquels des mesures supplémentaires sont nécessaires pour donner pleinement effet aux dispositions de la Convention<sup>4/</sup>."

En d'autres termes, l'Organisation internationale du Travail a constaté qu'en Angola ni la loi ni la pratique n'étaient pleinement conformes à la Convention sur le travail forcé après l'entrée en vigueur de la Convention.

67. On peut trouver d'autres confirmations de ce fait dans d'autres passages du rapport de la Commission. Il est dit au paragraphe 738:

"La Commission constate que la Compagnie des diamants a continué, après le 23 novembre 1960, à recruter de la main-d'œuvre par l'intermédiaire de fonctionnaires administratifs sous une forme qui était susceptible d'impliquer une contrainte, et, par conséquent, de constituer du travail forcé."

Il est dit aussi au paragraphe 741:

"La Commission constate que les ports et les chemins de fer publics d'Angola (qui ne comprennent pas le chemin de fer de Benguela) ont continué, après le 23 novembre 1960, à recruter de la main-d'œuvre par l'intermédiaire de fonctionnaires administratifs et de chefs, selon une méthode incompatible avec les exigences de la Convention sur l'abolition du travail forcé, 1957, et que pratiquement les travailleurs non qualifiés employés dans les ports de Luanda et de Lobito et les travailleurs non qualifiés employés par le chemin de fer de Luanda au moment de la visite de la Commission avaient été recrutés de cette manière et continuaient d'être employés contrairement à leur désir."

68. Les passages cités ci-dessus exposent la situation immédiatement après l'entrée en vigueur de

<sup>4/</sup> Bureau international du Travail, rapport de la Commission instituée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail pour examiner la plainte déposée par le Gouvernement du Ghana au sujet de l'observation par le Gouvernement du Portugal de la Convention No 105 de 1957 sur l'abolition du travail forcé, Genève, 1962.

la Convention sur le travail forcé et, comme il est indiqué au paragraphe 738, des changements sont intervenus ensuite. Cependant, il convient de noter que, même au moment où la commission de l'OIT visitait les territoires, le travail forcé était toujours en application. Malgré les modifications apportées en dernière minute à la législation et dont il est question dans le rapport, il est déclaré au paragraphe 764: "... la situation des ports et des chemins de fer publics en Angola ... lors des visites de la Commission... une main-d'œuvre forcée était encore employée". Nous pouvons noter aussi que la commission a visité l'Angola en décembre 1961, c'est-à-dire 12 mois après la date d'entrée en vigueur de la Convention sur l'abolition du travail forcé pour le Portugal et ses territoires d'outre-mer.

69. Peut-il y avoir le moindre doute sur le fait que, bien que l'esclavage eût été légalement aboli dans les colonies portugaises en 1878, le système a continué virtuellement inchangé en tant qu'esclavage non déguisé et a simplement pris plus tard le nom de système de la "main-d'œuvre sous contrat"?

70. L'arrogance habituelle qui caractérise les puissances coloniales soutenues par de grands alliés et que l'Organisation connaît malheureusement si bien a conduit le Portugal à refuser de coopérer avec le Sous-Comité et de lui communiquer les renseignements nécessaires pour le travail dont il avait été chargé par l'Assemblée générale. Ce boycottage du Sous-Comité par le Portugal doit être considéré comme un affront direct à l'autorité des Nations Unies elles-mêmes, dont l'Assemblée générale a créé le Sous-Comité et lui a donné des pouvoirs par sa résolution 1742 (XVI).

71. Dans le même sens et en suivant le chemin tracé par la honteuse République sud-africaine, le Portugal a non seulement durci son attitude intransigeante devant les conditions fixées par les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité pour les questions concernant les territoires coloniaux en général et l'Angola en particulier, mais il a aussi, selon le rapport du Sous-Comité, rejeté la résolution 1742 (XVI) "ainsi que d'autres résolutions relatives aux territoires non autonomes et à la question de l'autodétermination" [A/5286, par. 223] et il les a remplacées par une théorie factice et frauduleuse de politique d'intégration multiraciale qui ridiculise les nobles aspirations et les travaux de notre communauté internationale.

72. L'alliance inquiétante du Portugal avec la République sud-africaine et la Fédération d'Afrique centrale sous le régime de sir Roy Welensky, appuyé par le Royaume-Uni, a été commentée récemment avec une singulière perspicacité par l'osagyefo Kwame Nkrumah qui a dit que le monde ne peut pas

"... considérer la façon dont l'Afrique du Sud s'affaire à mettre sur pied une force armée égale à n'importe quelle force armée d'Europe, sans en flairer les implications internationales évidentes. Nous apprenons qu'elle aurait conclu un pacte militaire secret avec le Portugal. Les intérêts impérialistes étroitement liés entre eux qui sont groupés au Congo, dans les deux Rhodésies, en Angola et au Mozambique et qui sont liés aussi aux grands combinats miniers et financiers d'Afrique du Sud forment une chaîne d'alliances qui menace sérieusement à la fois la lutte pour l'extension de

l'émancipation africaine du colonialisme et l'émancipation de nouveaux Etats."

C'est une conspiration qui voudrait tracer à travers cette partie de l'Afrique une ligne de démarcation au sud de laquelle l'homme noir et les personnes d'origine indo-pakistanaise seraient tenus dans cet état d'esclavage qui a rendu tristement célèbres les possessions portugaises d'outre-mer.

73. La situation en Angola ne cesse de s'aggraver. Il y a quelques jours seulement, le premier ministre Salazar a démis de ses fonctions le "sous-dictateur" de son régime, Adriano Moreira; ce fait a été interprété comme annonçant un durcissement de la position intransigeante du Portugal devant les exigences des Nations Unies au sujet de la décolonisation. Les changements gouvernementaux qui ont suivi ont été considérés comme une victoire des militaires sur les autorités civiles au pouvoir au Portugal. Il est presque inutile de rappeler que, lorsque les militaires prennent le dessus dans des circonstances de ce genre, cela signifie clairement que la capacité de raison est épuisée et qu'on a pris pour principe de s'en remettre à la force brutale.

74. Rappeler l'exemple de l'Algérie, bien qu'il soit pertinent, fera certainement revivre des souvenirs pénibles dont ma délégation aimerait pouvoir penser qu'ils sont oubliés à jamais. Néanmoins, tant que la question de la situation en Angola restera à l'ordre du jour, la guerre algérienne d'indépendance ne sera pas oubliée, mais sera comme un glorieux flambeau dont la lumière nous guidera et nous soutiendra. La délégation du Ghana souhaite vivement que le Portugal tire une leçon du drame algérien dont l'issue, telle que nous la voyons aujourd'hui, aurait pu être atteinte beaucoup plus facilement sans tant de souffrances et sans une telle séquelle de souvenirs amers et de tristesse.

75. C'est peut-être trop que de s'attendre à voir devenir doucement raisonnable un dictateur chevronné comme M. Salazar qui, après 30 ans de dictature, a fait du Portugal, d'après le New York Times, "le pays le plus pauvre et le plus mal administré de l'Europe non communiste". L'Angola et le Mozambique, les deux grandes colonies portugaises en Afrique, sont les soutiens de l'économie portugaise, bien qu'elle soit pauvre, et cependant les forces inexorables du mouvement historique contemporain rendront impossible que le Portugal conserve ces colonies beaucoup plus longtemps. La révolte continue en Angola et, ô triste ironie! les 70 millions de dollars que le Portugal consacre chaque année aux forces militaires qui répriment, pillent et assassinent le peuple angolais, c'est aux richesses de l'Angola qu'il les vole.

76. Les atrocités que Salazar et son gouvernement commettent en Angola ont même provoqué des commentaires de la part des hommes d'église. Ainsi, le révérend E. Edwin LeMaster, méthodiste américain qui a passé neuf ans dans l'Angola de Salazar, a déclaré:

"... Je ne peux rester neutre en ce qui concerne l'Angola. Une guerre s'y déroule. Près de 2 000 blancs et plus de 45 000 Africains ont été tués. J'ai vu cette guerre, j'ai vu ses causes et ses conséquences, et je dois me ranger du côté des Africains. Je comprends que le Portugal a besoin de l'Angola. Les Portugais sont parmi les peuples les plus pauvres et les plus illettrés d'Europe.



Le Portugal a besoin de l'Angola pour obtenir des matières premières et disposer d'une main-d'œuvre à bon marché. Je comprends que le dictateur portugais Antonio de Oliveira Salazar en a besoin aussi. L'existence de l'Angola consolide ses possessions coloniales chancelantes en Afrique et en Orient. S'il perdait l'Angola, son régime tomberait très certainement."

77. Le Gouvernement portugais proclame à grand bruit que le Portugal n'a jamais été souillé par le racisme. Dans le numéro de juin 1962 de la revue Portugal, publiée par l'Office portugais de l'information, a paru un article intitulé "Le Portugal et la décolonisation", dans lequel on trouve cette déclaration extraordinaire: "... la définition du racisme imputé à la race blanche et dont on a parlé pour la première fois à la Conférence de Bandoung en 1955 ne pouvait viser les Portugais".

78. Comparons cependant cette déclaration avec le texte suivant, paru dans Portugal's African Territories: Present Realities, de James Duffy:

"La mise en valeur des colonies n'a pas pour but d'apporter un progrès matériel aux Africains directement. L'objectif visé est la création d'un monde blanc... Le résultat actuel de la politique portugaise est la séparation de la communauté portugaise et de la communauté africaine; entre ces deux communautés existe une frontière qui ne cesse de s'élargir. Les complications créées par cet ordre nouveau sont nombreuses. On en a déjà cité une: le besoin d'une main-d'œuvre abondante à bon marché. Il en est une autre, plus explosive en puissance, c'est la laide poussée du racisme dans la vie coloniale. Bien qu'il soit peu probable que l'immigration d'une dizaine de milliers de Portugais chaque année en Angola et au Mozambique puisse résoudre les problèmes pressants de surpopulation et de sous-emploi que connaît le Portugal, il est certain qu'un afflux aussi important de blancs a un effet désastreux quant aux relations raciales en Afrique portugaise... Les nouveaux immigrants ne partagent pas en général l'attitude de tolérance dont se vantent les Portugais de la métropole ou les vieux colons d'Afrique. La plus grande partie de ces immigrants sont des paysans illettrés ou des manoeuvres qui se déplacent d'une région déshéritée à une autre région déshéritée qui n'offre pas plus d'espoirs dans l'immédiat. En fait, leur présence ne se justifie guère et ils ont tendance à la justifier par la couleur de leur peau 5/."

En 1961, des groupes de colons blancs ont entrepris de constituer des "comités de surveillance" en Angola. Des groupes de miliciens portugais ont assassiné des Africains de religion protestante dans un accès de colère provoqué par le changement d'attitude de la politique américaine en matière de ségrégation raciale et parce qu'ils soupçonnaient les missionnaires protestants d'avoir fomenté le mécontentement chez les Africains.

79. En réalité, le Gouvernement portugais semble prêt à rendre n'importe qui responsable de ses difficultés, à condition que sa politique actuelle ne soit pas contestée. Le Times de Londres du 11 juillet 1962 signale qu'un article a été publié dans le Diário da Manhã, le journal officiel de l'Union nationale

portugaise. Cet article aurait été écrit par le père Alfredo Mendes, missionnaire catholique ayant travaillé en Angola. Le père Mendes aurait dit des missionnaires protestants américains:

"Ils sont pires que les communistes et plus dangereux, avec tous leurs millions de dollars, parce qu'on peut refuser aux communistes d'entrer en Angola, tandis qu'on admet les Américains déguisés en missionnaires avec des bibles sous le bras."

80. Ecrivain dans Africa Today, bulletin de l'American Committee on Africa, en septembre 1962, Wendell L. Golden, missionnaire américain ayant travaillé avec la mission méthodiste en Angola, a parlé de ses récentes expériences en Angola, dont celle de l'emprisonnement. Voici ce qu'il a déclaré:

"Le motif de notre emprisonnement n'était pas avant tout d'ordre religieux; c'était un acte politique perpétré par un groupe de Portugais blancs qui se maintiennent au pouvoir par la peur, la force et la brutalité. Le Portugal voudrait persuader le reste du monde que l'agitation est due au communisme. En tant que missionnaires ayant travaillé de nombreuses années en Angola, nous savons que la cause est due à des conditions sociales honteuses.

"Nous avons vu l'intérieur des prisons de Salazar. Nous avons vu des prisonniers portugais blancs et des milliers de prisonniers africains. Beaucoup d'entre eux sont chrétiens. Ils sont emprisonnés parce qu'ils osent croire à un meilleur mode de vie, à la justice, à la vérité, au Dieu d'amour."

81. Les Portugais ne sont même pas capables de maîtriser les populations africaines d'Angola par le terrorisme policier. Ils sont obligés de continuer à faire la guerre contre ces populations africaines afin de continuer de faire régner leur domination injuste. Pourtant, comme l'indique le rapport du Sous-Comité, le Ministre des affaires étrangères du Portugal voudrait que nous pensions autrement. Il déclare:

"... Comme la situation est normale en Angola, que la paix y est complète et que l'ordre y règne, le Gouvernement portugais ne comprend pas à quels événements récents le Sous-Comité entend faire allusion, ni quels problèmes devraient faire l'objet d'une solution pacifique, dans un territoire qui se trouve en paix." [A/5286, par. 60.]

C'était le 21 juin 1962. Le 4 août 1962, le représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies écrivait au Président du Sous-Comité: "Dans le territoire de l'Angola, la situation doit être considérée comme paisible et normale. Aucune opération militaire n'y est entreprise." [Ibid., par. 63.] Ces déclarations sont quelque peu en désaccord avec le communiqué publié le 13 septembre 1962 par le commandement militaire portugais à Luanda au sujet de la célèbre opération "Aquillon", action d'envergure au dire du Sous-Comité.

82. Pour toutes ces raisons, la délégation du Ghana est heureuse d'être d'accord avec le Sous-Comité qui déclare ne pas pouvoir accepter l'assertion du Ministre portugais des affaires étrangères affirmant que "la situation est normale en Angola, que la paix y est complète et que l'ordre y règne". Par cet exemple, comme par celui des chiffres qu'il a donnés au sujet de l'enseignement en Angola, le Ministre s'est malheureusement exposé à passer, aux yeux de la délégation ghanéenne tout au moins, pour un

5/ Occasional Paper No 1, New York, Fondation Carnegie pour la paix internationale, 1962, p. 22 et 23.

homme qui est incapable de dire la vérité et ne mérite pas la confiance.

83. Comme toutes les puissances coloniales, même le Portugal de Salazar voudrait justifier ses actes en Angola par une prétendue mission chrétienne consistant à apporter la civilisation au peuple de l'Angola. A ce sujet, la délégation du Ghana désire attirer l'attention de la délégation portugaise et du Gouvernement portugais non seulement sur les résolutions des Nations Unies, mais aussi sur un autre document essentiel pour lequel le Gouvernement portugais professe un attachement sacré, mais qu'il viole tant qu'il maintient l'Angola en servitude: le Décalogue, qui interdit le meurtre, le vol, la convoitise du bien d'autrui et le faux témoignage.

84. Si nous rappelons les Dix commandements, ce n'est pas pour obéir à des mobiles religieux, ni pour faire appel aux attachements religieux des autres, car c'est là l'affaire des prêtres, mais nous le faisons pour montrer l'hypocrisie de la prétention à une prétendue mission chrétienne de civiliser l'Afrique et pour faire observer que le Portugal chrétien est en désaccord même avec sa propre foi.

85. Il ne serait peut-être pas déplacé d'adresser un appel aux associés du Portugal dans l'alliance de l'OTAN au sujet de l'observation du paragraphe 8 de la résolution 1742 (XVI) de l'Assemblée générale qui prie tous les Etats Membres ou membres des institutions spécialisées de refuser au Portugal tout appui ou toute assistance qu'il pourrait employer à des fins de répression contre le peuple angolais. Sur ce point, je rappellerai les paroles prononcées récemment par le Président du Ghana:

"Les armes et les troupes qui affluent en Angola ne peuvent être considérées en faisant abstraction de l'organisation internationale de l'impérialisme et du militarisme de la guerre froide, avec laquelle elles ont un lien très certain. Il est absurde de penser que le Portugal, l'un des pays les plus pauvres d'Europe, pourrait entretenir une armée si grande et si bien équipée que celle qui défend ses possessions coloniales d'Afrique, s'il n'avait pas l'aide active qu'il doit recevoir de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord."

86. L'histoire de la présence portugaise en Angola, au Mozambique, en Guinée, à Saint-Thomas et à l'île du Prince est une longue histoire à répétition de meurtres, de vols, de persécution des Africains, qui sera la honte éternelle du régime portugais actuel. Elle ne sera pas seulement la honte éternelle du Portugal. Le Président du Ghana a fait observer dans le même discours:

"En fait, depuis la guerre de succession d'Espagne de 1700-1714, le Portugal est un protectorat de la Grande-Bretagne qui a joui d'une situation commerciale privilégiée et de droits de concession tant au Portugal que dans les territoires portugais pendant plus de 200 ans. Il n'est donc pas difficile de comprendre pourquoi la Grande-Bretagne n'a pas élevé la voix contre les atrocités commises en Angola et dans les autres territoires portugais."

87. En réfléchissant sur cette situation dans laquelle le Royaume-Uni est impliqué, on ne peut qu'être frappé de la manière dont la réputation de la Grande-Bretagne a baissé sur le plan international depuis quelques années, tandis que son ancien empire s'amenuisait. La délégation du Ghana, comme peut-être

beaucoup d'autres délégations aussi, espère sincèrement que la Grande-Bretagne pourra changer le cours de sa désastreuse politique actuelle dans le sud du continent africain et préserver dans l'avenir sa bonne renommée.

88. Enfin, tout en félicitant le Sous-Comité pour son brillant travail et en exprimant son admiration aux membres du Sous-Comité pour leur courage et leur sagesse, la délégation du Ghana tient à déclarer qu'elle accepte sans réserve les constatations et conclusions qui figurent dans le rapport du Sous-Comité. Elle désire enfin s'associer aux paroles sur lesquelles se termine le rapport du Sous-Comité:

"... si le Gouvernement portugais néglige une fois de plus de se conformer aux résolutions des Nations Unies, la situation continuera inévitablement à s'aggraver en Angola et elle menacera davantage encore la paix et la sécurité internationales. Dans ce cas, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale devront envisager d'autres mesures, conformément à la Charte, pour amener le Portugal à respecter les décisions que les Nations Unies ont adoptées au sujet de l'Angola." [A/5286, par. 231.]

89. M. AKAKPO (Togo): La question d'Angola revient encore cette année devant l'Assemblée générale. Nul n'ignore la gravité de la situation qui existe en Angola, la tournure de plus en plus dramatique que prennent les événements dans ce territoire affectant de plus en plus la sécurité et la paix internationales.

90. L'Assemblée générale, consciente de sa mission de paix et de concorde entre les nations, se penche une fois encore, avec une sollicitude accrue, sur ce grave problème, qui, si l'on n'y prend garde, aboutira à une catastrophe qui s'étendra au-delà des frontières de l'Angola et de l'Afrique, et dont la responsabilité incombera entièrement au Portugal.

91. Pour nous permettre une analyse exacte de la situation, le Comité chargé d'examiner la situation en Angola vient de déposer son rapport [A/5286], qui contient les renseignements les plus pertinents et dont les conclusions sont d'une très grande valeur. Je voudrais m'arrêter ici un instant pour adresser les félicitations de ma délégation aux membres du Sous-Comité, pour la conscience, la minutie et le sérieux avec lesquels ils ont exécuté leur mandat et élaboré ce rapport clair et précis.

92. Pendant des années, à propos des territoires non autonomes sous administration portugaise, l'Assemblée générale n'a cessé d'aider le Portugal de ses conseils et de ses recommandations. Le Portugal, dans un entêtement inqualifiable, n'a jamais accepté la coopération avec l'Organisation dans l'intérêt de la sécurité et de la paix internationales. La situation qui s'est créée en Angola est une conséquence grave de l'entêtement du Portugal à rejeter les recommandations de l'Assemblée générale, à rester absolument sourd à la voix de la sagesse des nations. Le Portugal reste insensible aussi à la voix de sa propre conscience. Il reste imperturbable devant le fracas énorme produit dans le monde entier par l'écroulement du colonialisme, en Afrique et en Asie. Pendant que le monde entier se sent dégoûté des horreurs du colonialisme, M. Salazar s'accroche au contraire à ce régime répugnant. Dans son mépris total des réalités, des changements irréversibles que nous vivons aujourd'hui, M. Salazar compte sans doute sur la force mécanique des armes pour sauver

le colonialisme portugais. A cette fin, le Portugal tue des milliers et des milliers d'Africains qui ont rejeté son colonialisme en Angola et dans les autres territoires sous son administration.

93. Ce qui est bien plus grave, dans l'intention de constituer des fiefs impénétrables du colonialisme, le Portugal, sur un simple vote de son parlement, a déclaré que l'Angola et les autres territoires africains et asiatiques sous son administration devenaient provinces portugaises. Dès lors, le Portugal dénie aux Nations Unies tout droit de regard sur les affaires de ces provinces portugaises. Mais, pour l'Afrique, ces territoires sont africains et resteront africains. Pour les Nations Unies, ils sont des territoires non autonomes, selon le Chapitre XI de la Charte, et le resteront jusqu'à leur indépendance.

94. Dans son curieux discours, que j'ai écouté avec une attention particulière, le représentant du Portugal a beaucoup parlé des réalisations économiques, sociales, culturelles et administratives en Angola. Mais nulle part, dans son long discours, il n'a été fait mention d'une intention quelconque du Portugal de reconnaître le principe de l'autodétermination et de l'indépendance des peuples, buts fondamentaux de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV). C'est ainsi que le représentant du Portugal a parlé de l'abrogation du statut des indigènes (1954), de l'égalité des droits politiques, de l'absence de discrimination raciale, du développement rapide des moyens d'enseignement. En matière de justice sociale, il a cité la ratification de nombreuses conventions sur l'abolition des sanctions pénales pour rupture de contrat de travail, sur les jours de repos hebdomadaires, sur l'âge minimum du travail des mineurs, sur la discrimination entre hommes et femmes dans l'emploi ou la profession, sur l'abolition du travail forcé. Plus loin, il a parlé de l'institution de barèmes uniformes de salaires minimums, de la sécurité sociale, de règlements relatifs à la santé des travailleurs. Dans le domaine foncier, il a parlé de l'absence de problème agraire. Dans le domaine du développement économique, il a parlé des projets industriels et agricoles, de l'extension de la culture du tabac, de l'amélioration des pêcheries, de l'irrigation des vallées, de l'amélioration de la production et du raffinage du pétrole, de l'amélioration de l'industrie minière, de l'amélioration des ports et des aéroports, etc. Mais nulle part, comme je viens de le dire, il n'a été possible de déceler une disposition quelconque du Portugal en faveur de l'autodétermination et de l'indépendance qui seules mettront fin aux troubles actuels dans le territoire en question.

95. Le discours du représentant du Portugal [1183ème séance] a amené ma délégation à certaines considérations. En premier lieu, le Portugal aurait dû accepter, depuis des années, de fournir des renseignements d'ordre économique et social à la Quatrième Commission, sur l'Angola, territoire non autonome, selon le Chapitre XI de la Charte. Ces renseignements ont moins leur place ici, à l'Assemblée générale, à propos du problème précis de la paix et de l'indépendance que nous étudions présentement. En second lieu, tous les travaux, tous les projets économiques énumérés par le représentant du Portugal ne visent en réalité qu'à améliorer l'exploitation coloniale, au profit de la minorité étrangère, et à enrichir le Portugal lui-même. Ces efforts ne sont point faits dans l'intérêt de la population autochtone.

Celle-ci reçoit plutôt, en partage, la faim, la misère, la maladie, la discrimination raciale, l'esclavage. Elle est plutôt massacrée en masse par le Portugal, ses villages sont complètement détruits par les Portugais.

96. Je voudrais faire savoir au représentant du Portugal qu'il ne s'agit pas d'améliorer le colonialisme, de donner à la population angolaise et à celle des autres territoires administrés par le Portugal une vie de paradis, de donner l'égalité de droits aux populations africaine et portugaise. Non, absolument pas. Il s'agit d'arrêter le colonialisme, de le mettre hors la loi, de faire cesser la domination portugaise sur l'Angola et les autres territoires, de rendre la liberté aux peuples que le Portugal tient en esclavage. Aucune réforme, aucune amélioration autre que l'indépendance complète ne peut satisfaire les aspirations du peuple angolais.

97. Ce que le représentant du Portugal aurait dû nous annoncer du haut de cette tribune, dans son discours, c'est: premièrement, l'abandon de la thèse portugaise, qui n'est qu'une fiction juridique, selon laquelle l'Angola et les autres territoires sont considérés comme des "provinces portugaises"; deuxièmement, la reconnaissance par le Portugal, du droit des peuples de l'Angola et des autres territoires sous domination portugaise à l'autodétermination; troisièmement, les mesures qu'a prises le Portugal pour faire cesser la guerre coloniale qu'il a entreprise contre le peuple angolais; et, quatrièmement, les mesures que le Portugal a prises ou désire prendre, comme la création d'institutions politiques représentatives, en vue du transfert des pouvoirs aux peuples de l'Angola et des autres territoires, selon les principes de la Charte et de la résolution 1514 (XV). C'est là ce que le monde attend du Portugal. Mais, au lieu de cela, quelles sont en Angola les réalités vivantes?

98. Le Portugal a déclaré une guerre coloniale des plus meurtrières aux pauvres populations de l'Angola. Plus de 35 000 soldats portugais armés jusqu'aux dents sont mobilisés contre la population angolaise, qui n'a pour se défendre que des bâtons, des coupe-coupe et des haches, c'est-à-dire en un mot ses instruments aratoires. Le Portugal a renforcé son armée et sa police secrète. Il a armé tous les colons. Il a jeté en prison tous les chefs politiques africains et divisé le pays en favorisant les dissensions tribales et religieuses entre le Nord et le Sud, entre les catholiques et les protestants. Tous les jours, c'est par centaines que les Angolais — hommes, femmes et enfants — sont tués par les soldats portugais; c'est par milliers qu'ils passent les frontières pour échapper à une mort sauvage, et rien qu'au Congo (Léopoldville) ils sont plus de 150 000. C'est par centaines que leurs villages sont tous les jours incendiés. Leurs champs, leurs plantations, leurs récoltes sont détruits par les soldats portugais. Les prisons, en Angola, regorgent de détenus politiques et de civils arrêtés sans raison.

99. Tous ces faits sont confirmés par les pétitionnaires venus d'Angola pour se faire entendre par la Quatrième Commission, le mois dernier, et qui ont avancé des données concrètes sur des événements survenus récemment, à l'appui de leurs déclarations. Nous avons ainsi appris que, le 27 août dernier, un Angolais, son épouse, ses enfants et ses neveux ont été arrêtés au poste de Dange et abattus l'un après l'autre. Le 29 septembre, 85 personnes

ont péri dans la forêt de Yina à la suite d'un raid aérien. L'aviation portugaise déverse chaque jour des centaines de bombes au napalm, n'épargnant aucune partie du pays, et plus de 1 000 villages ont déjà été détruits.

100. Trop de sang africain coule en Angola. Va-t-on laisser le Portugal continuer longtemps encore son œuvre d'extermination? Certainement pas.

101. Aussi ma délégation fait-elle siennes les conclusions du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola. Le Sous-Comité écrit:

"Les Nations Unies ont reconnu que le désir d'indépendance est une aspiration légitime des peuples placés sous le joug colonial, que le processus d'autodétermination est irrésistible... et que le déni de ce droit constitue une menace contre le bien-être de l'humanité et la paix internationale." [A/5286, par. 222.]

Plus loin, le Sous-Comité dit:

"En continuant à appliquer cette politique, le Gouvernement portugais n'a pas considéré que les nationalistes angolais sont déterminés à continuer la lutte, que cette lutte a suscité des sentiments de sympathie en Afrique et dans le monde entier, ni que des complications internationales pourraient se faire jour si une solution pacifique n'intervenait pas." [Ibid., par. 225.]

Enfin, le Sous-Comité déclare:

"Si le Gouvernement portugais maintient sa politique, il portera la principale responsabilité de toute aggravation de la situation." [Ibid., par. 226.]

102. Ma délégation voudrait donc suggérer certaines mesures qui contribueraient à résoudre pacifiquement le problème de l'Angola. Voici ces mesures:

a) Les Etats ayant des relations amicales avec le Portugal doivent user de cette amitié pour le convaincre de sa mauvaise politique. Ceux qui ont des alliances militaires avec lui doivent cesser de lui accorder leur aide militaire contre l'Angola.

b) Le Portugal doit respecter les principes de la Charte et ceux de la Déclaration contenue dans la résolution 1514 (XV), à savoir le principe de l'autodétermination et celui de l'indépendance des peuples.

c) Le Portugal doit arrêter la guerre coloniale en Angola et libérer les prisonniers politiques.

d) Le Portugal doit entamer des négociations avec tous les partis politiques en vue d'étudier les moyens d'appliquer très rapidement les principes de la Charte et de la résolution 1514 (XV).

e) Il faut, enfin, que soient établies des institutions représentatives issues d'élections au suffrage universel, en vue du transfert des pouvoirs.

Ma délégation croit que ces mesures seraient de nature à aider à amener la paix en Angola.

103. En conclusion, ma délégation est persuadée qu'en fin de compte l'Angola sera indépendant. Il est de l'intérêt du Portugal de ne pas continuer à compromettre gravement ses relations avec le futur Etat angolais.

104. Mlle KAMAL (Irak) [traduit de l'anglais]: Le 30 janvier 1962, l'Assemblée générale a adopté la résolution 1742 (XVI) sur la situation en Angola. Ma délégation était un des auteurs de cette résolution

et notre position à ce sujet n'a pas changé. Dans cette résolution, l'Assemblée générale a réaffirmé le droit inaliénable du peuple angolais à la libre détermination et à l'indépendance, et a demandé au Portugal de coopérer avec les Nations Unies en reconnaissant ce droit et en conduisant le territoire de l'Angola à l'indépendance en entreprenant les réformes et en créant les institutions politiques nécessaires.

105. Le Sous-Comité chargé d'étudier la situation en Angola a été requis de continuer à s'acquitter de sa tâche et d'étudier les moyens d'assurer l'exécution de toutes les résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité au sujet de l'Angola. Ma délégation tient à exprimer au Sous-Comité sa reconnaissance pour le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale [A/5286] et à féliciter les membres du Sous-Comité pour la façon dont ils ont accompli leur tâche malgré le refus de coopération que le Portugal leur a opposé. Nous déplorons l'attitude du Gouvernement portugais qui a persisté à refuser de s'acquitter de ses obligations en tant que Membre de l'Organisation et de coopérer avec les Nations Unies en appliquant les dispositions de la résolution S/4835 adoptée le 9 juin 1961 par le Conseil de sécurité, qui sont obligatoires.

106. Le Gouvernement portugais continue à prétendre que l'Angola est une province du Portugal et que ses habitants sont Portugais. Nous réaffirmons notre position, qui est celle que les Nations Unies ont adoptée, suivant laquelle l'Angola est un territoire non autonome et son peuple a droit à l'indépendance et à la libre détermination. De plus, selon les principes de la Charte et selon la résolution 1514 (XV) sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, notre devoir est d'aider les peuples coloniaux à se libérer de la domination étrangère et à exprimer leurs aspirations politiques, économiques et sociales dans l'indépendance.

107. Nous espérons que le Portugal prendrait conscience des réalités du monde actuel et qu'il entreprendrait les réformes nécessaires qui auraient assuré le transfert rapide des pouvoirs au peuple autochtone de l'Angola. Au contraire, nous recevons des rapports alarmants signalant l'arrivée de nouvelles vagues de colons portugais en Angola. Nos inquiétudes sont encore accrues par les récents rapports qui nous apprennent qu'un des buts de la conférence tenue à Lisbonne par tous les administrateurs coloniaux du Portugal en octobre 1962 était d'accorder une plus grande autonomie aux colons blancs dans les colonies [voir A/5286, par. 177]. L'objectif final était de leur accorder l'indépendance et de leur assurer la domination permanente sur les populations indigènes des colonies.

108. Nous considérons qu'une telle mesure, si le Gouvernement portugais l'envisage réellement, constitue non seulement une négation flagrante des droits fondamentaux du peuple angolais, mais aussi un pas qui aggravera encore plus la situation explosive qui existe actuellement en Angola.

109. Nous avons appris par le rapport dont nous sommes saisis et par les déclarations des pétitionnaires que nous avons entendus récemment à la Quatrième Commission que la situation en Angola est vraiment très grave et que le Portugal a intensifié les mesures de répression et les actions militaires par lesquelles il a terrorisé les populations. Bien que le Portugal soutienne que le calme et la paix

règnent en Angola, il a refusé aux membres du Sous-Comité la permission de se rendre dans le territoire afin de pouvoir confirmer cette allégation. En conséquence, le Sous-Comité a recueilli tous les renseignements utiles en allant dans les régions du Congo où se trouvent d'importants groupes d'Angolais qui se sont enfuis et s'enfuient encore actuellement du territoire. Bien que le Portugal affirme que 80 000 réfugiés sont rentrés en Angola, les rapports du Haut Commissaire pour les réfugiés et de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et d'autres sources dignes de foi nous ont montré que la réalité est tout autre. Il y a encore 150 000 réfugiés qui reçoivent une assistance de ces organisations.

110. Il est évident que, malgré les efforts déployés par le Gouvernement portugais pour attirer les réfugiés et les faire revenir en Angola, ils ne sont pas rentrés parce qu'ils craignent l'emprisonnement, les exécutions et les interrogatoires sous la torture. Nous lisons dans le rapport:

"... le Sous-Comité estime qu'en refusant de reconnaître le profond désir des réfugiés de voir le Portugal changer d'attitude, et en refusant d'instaurer entre lui-même et le peuple angolais de nouveaux rapports fondés sur le principe de l'autodétermination et de l'indépendance, le Gouvernement portugais a lui-même dressé le principal obstacle au rapatriement volontaire." [A/5286, par. 146.]

Le Portugal doit mettre immédiatement un terme à son action armée contre le peuple angolais sans défense. Nous demandons à tous les Etats qui fournissent au Portugal des armes et du matériel militaire en vertu des accords de l'OTAN de cesser de le faire, parce que le Portugal utilise ces armes pour maîtriser les habitants de l'Angola et les maintenir sous le joug colonial. Toute vente d'armes au Portugal devrait cesser et nous demandons aux alliés du Portugal de faire usage de leurs bons offices pour qu'il mette fin à sa guerre coloniale en Angola.

111. A notre avis, la continuation de cette guerre est une menace directe à la paix en Afrique et dans le monde entier. Nous avons souvent entendu des représentants africains nous dire qu'ils ne pouvaient rester à l'écart et voir leurs frères angolais persécutés et opprimés par le Portugal sans leur venir en aide. Leur position est vraiment justifiée car la plus grande partie de l'Afrique a déjà secoué ses chaînes coloniales et avance à grands pas vers la consolidation de sa liberté fraîchement conquise. Les Africains ne peuvent tolérer plus longtemps que tous les principes des droits de l'homme soient nargués chez eux par un gouvernement étranger décidé à maintenir son système d'exploitation en Afrique. Les nationalistes angolais sont emprisonnés, torturés et tués. Les prisonniers politiques doivent être remis immédiatement en liberté et une amnistie générale doit être accordée à tous les Angolais. Il faut autoriser les partis politiques et leur permettre d'exposer librement au peuple leurs idées et leurs objectifs.

112. Le Gouvernement portugais se plaint des activités politiques en cours de l'autre côté de la frontière de l'Angola, au Congo. Cependant, comme le note le rapport, si les prisonniers politiques avaient le droit d'opérer en Angola même, ils n'auraient alors pas besoin d'installer leur quartier général à l'étranger et d'exercer leur activité politique légitime par-delà la frontière.

113. C'est avec un sentiment de satisfaction que nous assistons à un mouvement de regroupement parmi les partis nationalistes en vue de la formation de groupes plus importants. Ils se rendent compte qu'il est essentiel de réaliser le maximum d'unité à ce stade de leur lutte. Leurs principaux objectifs sont les mêmes pour tous: le droit à la libre détermination et à l'indépendance, et les plans pour le développement futur de l'Angola dans tous les domaines, en coopération avec leurs frères africains.

114. Ce qui a aussi impressionné ma délégation, c'est que tous les nationalistes avec lesquels nous nous sommes entretenus sont toujours prêts à entamer des pourparlers avec les autorités portugaises sur l'indépendance future de l'Angola. Nous jugeons qu'il y a là une occasion unique pour le Portugal de parvenir à résoudre pacifiquement le problème devant lequel il se trouve. Il n'est pas encore trop tard pour le Portugal pour se dégager de ses aventures coloniales.

115. La guerre d'Algérie est un souvenir pénible encore tout frais à nos esprits, surtout si l'on pense à toutes les occasions que la France a laissé passer d'arriver à un accord avec les nationalistes algériens, en prolongeant ainsi pendant sept ans une guerre qui a fait des centaines de milliers de victimes et a causé des destructions étendues avant de se terminer inévitablement par l'indépendance de l'Algérie.

116. Nous avions espéré que le Portugal en tirerait une leçon et reconnaîtrait la nécessité de négocier avec les nationalistes angolais, conformément aux principes de la Charte et au mouvement historique de libération de tous les peuples. Au contraire, nous avons reçu du Gouvernement portugais de brillants comptes rendus des réformes qu'il entreprend et auxquelles il attribue un caractère progressif. Le Portugal croit-il réellement que ces déclarations peuvent endormir l'opinion publique mondiale, alors que nous savons tous qu'il ne s'agit que d'un plan conçu pour détourner l'attention pendant que le Portugal poursuit sa politique coloniale? Les conditions ne se sont pas améliorées. Voici ce que j'ai noté dans le rapport du Sous-Comité:

"Le Gouvernement portugais a continué à prétendre que les réformes annoncées l'année dernière représentent un grand pas vers le règlement du problème angolais. Cependant, ce que l'on sait montre que ces réformes ne visent pas à favoriser l'autonomie ou l'autodétermination du peuple angolais. Au contraire, elles tendent essentiellement à consolider l'intégration politique de l'Angola au Portugal. Elles comprennent des programmes dont l'objet est de favoriser la colonisation du territoire par des colons portugais, auxquels le gouvernement donne des encouragements et des avantages particuliers. En même temps, le Gouvernement portugais garde la haute main sur le territoire, du point de vue militaire et politique, et prend des mesures pour intensifier son intégration économique au Portugal. Jusqu'à présent, le Gouvernement portugais n'a pas entrepris de réformes politiques d'importance; en particulier, il n'a pas créé d'institutions politiques représentatives, composées de membres librement élus, de manière à passer les pouvoirs au peuple angolais." [A/5286, par. 219.]

117. Dans le rapport du Comité spécial pour les territoires administrés par le Portugal [A/5160], on retrouve des observations semblables sur les



effets des prétendues réformes annoncées par le Portugal. Ma délégation est donc prête à accueillir avec satisfaction toute décision que l'Assemblée générale pourra prendre sur la question en discussion selon l'orientation générale que j'ai essayé de présenter à l'Assemblée.

118. Nous approuvons les conclusions et recommandations du Sous-Comité chargé d'étudier la situation en Angola et nous soutenons la proposition du représentant de la Guinée tendant à adopter une résolution inspirée du projet de résolution présenté sur l'Angola par le Comité spécial des Dix-Sept [A/5238, chap. XI, par. 44]. Il ne fait aucun doute pour nous que les habitants de l'Angola seront libres et maîtres de leur pays. Quel que soit son entêtement et sa brutalité, le colonialisme portugais est voué à la destruction. Malgré toute l'aide et les armes qu'il reçoit, le Portugal ne peut empêcher la libération du peuple angolais, mais le devoir de l'Organisation, conformément à sa charte, est de mettre fin aux souffrances et au sacrifice des Angolais et d'empêcher que le problème ne soit résolu par une guerre qui pourrait entraîner tout le continent africain et même le monde entier.

119. Le **PRESIDENT** (traduit de l'anglais): Je donne maintenant la parole au représentant du Portugal qui désire faire usage de son droit de réponse.

120. **M. GARIN** (Portugal) [traduit de l'anglais]: Ayant suivi avec grande attention les diverses déclarations prononcées dans ce débat, ma délégation se sent obligée de dire qu'aucun progrès notable n'a été fait par rapport aux débats précédents sur la question.

121. Quand nous sommes montés à la tribune comme premier orateur dans ce débat [1183ème séance], nous espérions que notre déclaration servirait de point de départ à une discussion objective. Nous regrettons de dire que notre espoir ne s'est pas réalisé. Certaines délégations ont répété de vieilles accusations déjà réfutées, comme si la preuve de leur manque de fondement n'avait pas déjà été fournie. D'autres délégations encore ont adopté la méthode de l'insulte au lieu de celle de l'argument et ont essayé d'amplifier le climat passionnel qui rend les questions vagues et brouille la clarté de la raison. A cet égard, la délégation de l'Union soviétique et ses partisans ont suivi leur ligne de conduite habituelle et ont poursuivi leurs buts lointains bien connus. Dans l'ensemble, ma délégation a l'impression que ce débat a tourné en rond. Nous avons essayé de le maintenir dans le cadre des réalités, mais il a repris son ton habituel de passion, de parti pris et d'irréalisme, et presque tous les orateurs se sont malheureusement montrés plus désireux de lancer des attaques contre le Portugal que de chercher à examiner le problème en discutant de son bien-fondé. Le résultat est que le débat a tourné en rond et que ma délégation doit répéter certains des points les plus importants que nous avons déjà soulignés.

122. Si l'on relit attentivement notre précédente déclaration, on verra que nous avions essayé d'être strictement réalistes. Nous avons corroboré nos dires par des preuves provenant non de nos propres sources, mais de sources impartiales et même hostiles.

123. Nous avons produit des preuves de ce genre lorsque nous avons parlé de la véritable nature des événements qui ont perturbé la vie dans l'Angola du Nord pendant quelque temps l'an dernier. Cependant,

il n'a pas du tout été question ici des accusations de "lutte fratricide" et de terrorisme au moyen de massacres destinés à intimider la population, accusations qui ont été portées contre l'instigateur des violences de l'an dernier par ses rivaux. Au contraire, nous avons entendu répéter cette vieille histoire, dont la fausseté est établie, d'une rébellion en Angola.

124. Nous avons déjà parlé de la question des Angolais déplacés qui vivent au Congo (Léopoldville) et nous avons donné des raisons qui expliquent pourquoi les chiffres indiqués par des institutions internationales ne doivent pas être considérés comme contredisant les nôtres. Cependant, on n'a pas examiné nos raisons. On n'a pas non plus tenu compte des dispositions que nous avons prises pour accueillir les Angolais qui reviennent dans leurs foyers. Nous soulignerons en passant, car on nous a mal compris, que, lorsque nous avons dit que des groupes politiques se trouvant au Congo (Léopoldville) empêchaient le retour des personnes déplacées qui vivent là-bas, nous entendions parler — et le contexte le montrait bien — des groupes politiques qui prétendent parler au nom des Angolais, et non des autorités congolaises.

125. Nous avons indiqué que le rapport de la Commission de l'OIT fournissait un témoignage faisant autorité sur les conditions de travail en Angola. Nos détracteurs ou bien n'ont pas examiné ce rapport, ou bien en ont complètement déformé les conclusions; ils ont au contraire repris la vieille accusation du travail forcé. D'autre part, on n'a attaché aucune valeur à notre décision de demander à d'autres institutions spécialisées des Nations Unies comme l'OMS et la FAO de faire procéder à des études d'experts. On n'a pas connaissance que ceux qui nous critiquent aient jamais pris une décision de semblable portée.

126. Nous avons déclaré que le statut des indigènes a été abrogé et que tous les Angolais jouissent des mêmes droits politiques que tous les autres Portugais, y compris l'électorat et l'éligibilité. Nous avons déclaré aussi que la loi électorale est en cours de révision afin d'élargir le corps électoral dans toute la mesure possible. Ces déclarations que nous avons faites ont néanmoins été ignorées volontairement par de nombreuses délégations qui ont repris leurs anciennes allégations à ce sujet. Dans ces conditions, il est utile de rappeler que le statut des indigènes reposait exactement sur les mêmes principes et les mêmes idéaux que ceux qui ont été admis plus tard dans la Convention No 107 de l'OIT concernant la protection et l'intégration des populations autochtones et autres populations tribales et semi-tribales dans les pays indépendants. Cette convention a été ratifiée par 16 pays depuis 1958. Ainsi, tandis que le statut des indigènes a déjà été abrogé au Portugal, la Convention de l'OIT fondée sur les mêmes principes est toujours valable dans 16 pays.

127. Nous avons cité la masse des témoignages de centaines d'observateurs étrangers indépendants qui ont visité l'Angola depuis mars 1961 et qui ont exprimé publiquement des opinions qui doivent être considérées comme contredisant les opinions anti-portugaises exprimées à l'Organisation. Néanmoins, on n'a tenu aucun compte de ces témoignages impartiaux ni d'aucune autre opinion favorable au Portugal.

128. Au contraire, les allégations insensées d'un déserteur ont été présentées comme un témoignage, bien que, malgré son désir manifeste de plaire à ceux qui l'interrogeaient, ce déserteur n'ait pas osé

dire qu'il avait été personnellement témoin d'aucun des incidents qu'il prétendait raconter, mais qu'au contraire il ait toujours parlé par ouï-dire.

129. Nous avons souligné que la paix et la sécurité internationales ne pouvaient être menacées que par les préparatifs belliqueux et subversifs faits dans certains pays en vue de troubler la paix et le calme en Angola. Alors qu'ils continuaient de ne pas tenir compte de cet aspect de la question, le seul sur lequel l'attention devrait se porter, nos détracteurs ont essayé de faire croire qu'une menace était créée par les mesures purement défensives prises par le Portugal. Cette allégation a été faite de façon péremptoire, bien que le Président du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola eût admis lui-même dans son intervention dans ce débat mercredi dernier que "la question ... de savoir si une situation déterminée constitue ou non une menace à la paix internationale ... est ... une question évidemment difficile à trancher" [1183ème séance, par. 38].

130. Maintenant, alors que le débat a consisté presque entièrement en accusations non fondées lancées contre le Portugal, sans qu'on ait tenu le moindre compte des déclarations faites par lui, nous pouvons seulement dire que nous regrettons profondément le ton et le cours de ce débat. Néanmoins, ma délégation continuera ses efforts pour établir un lien entre cette discussion et la réalité.

131. Ma délégation a déclaré dans son intervention précédente que du point de vue de l'ordre et de la sécurité l'Angola du Nord, seule partie de l'Angola qui ait été touchée par les désordres provoqués par les terroristes l'an dernier, doit être considéré comme étant dans la même situation que tout autre pays où le calme serait troublé par des éléments illégaux qui font de temps en temps une apparition. Telle est l'exacte vérité. On nous demande maintenant pourquoi, si telle est la vérité, nous conservons des forces armées en Angola. Le simple fait qu'on nous pose encore cette question montre qu'on a prêté vraiment peu d'attention à notre déclaration précédente. Nous avons déjà signalé que nous devons maintenir une vigilance intense à cause des terroristes auxquels on donne asile de l'autre côté de la frontière et aussi à cause des préparatifs belliqueux et subversifs qui se font dans certains pays avec l'intention d'employer la violence contre l'Angola. Même si cela déplaît à nos détracteurs, le Gouvernement portugais ne peut pas se montrer irresponsable quand il s'agit de la sécurité de la vie des habitants de l'Angola et il serait vraiment très blâmable si, pour avoir manqué de vigilance et ne pas s'être tenu prêt, des massacres comme ceux qui ont été perpétrés l'an dernier venaient à se répéter, commis par des agents des partisans de la violence, qu'on sait en train d'attendre, près de la frontière, une nouvelle occasion.

132. On a aussi déclaré ici que le Portugal cherchait une solution militaire à ce qu'on a appelé la crise angolaise. Si l'on entend par crise le terrorisme préparé à l'étranger et importé en Angola du Nord en mars dernier, ou la violence dont nous sommes maintenant menacés à partir de bases d'entraînement situées dans certains pays, nous pouvons dire alors que la vigilance et la préparation sur le plan militaire nous ont été imposées, bien malgré nous. Mais, si l'on entend par crise ce qui peut se passer en Angola même, alors nous pouvons dire très sincèrement qu'en vérité nous n'avons pas connaissance

d'une crise en Angola. Si des forces extérieures nous laissaient en paix, nous ne serions que trop heureux de consacrer tous nos moyens à améliorer le bien-être du peuple angolais, comme nous le faisions avant mars 1961, sans avoir besoin de forces militaires, avec seulement de maigres effectifs de forces de police. Même maintenant, malgré les difficultés qu'on crée pour nous à l'extérieur, nous travaillons activement au progrès général de l'Angola, progrès sur lequel ma délégation a déjà insisté assez longuement mais qui, malheureusement encore, n'a pas été reconnu par nos détracteurs.

133. Nous sommes heureux de pouvoir noter que le représentant de la Bolivie et Président du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola a reconnu lui-même que nous édifions une société multiraciale, tout en se demandant comment une telle société pourrait être imposée "par la force". Dans notre déclaration précédente, nous avons dit clairement que nous n'avons jamais employé et que nous n'employons pas maintenant la force pour édifier notre société multiraciale. Nous avons déjà exposé les grandes lignes de notre politique qui ne comporte rien d'imposé, mais qui cherche à établir l'interpénétration et l'union par des relations humaines et culturelles, sans aucune discrimination raciale.

134. Les choses étant ainsi — et elles l'ont toujours été pour nous —, nous pouvons dire fièrement que les idéaux élevés du père Barthélemy Las Casas, dont on a parlé à cette tribune, étaient en parfaite harmonie avec notre politique traditionnelle établie officiellement dès le début du XVIIème siècle mais déjà consacrée encore plus tôt par le consentement unanime de la nation portugaise. Cette politique est exactement fondée sur l'égalité de toutes les races et, par conséquent, ne reconnaît pas d'inégalité entre les êtres humains qui vivent sous le drapeau portugais.

135. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): La discussion générale sur la question est close. Je donne la parole au représentant de la Bolivie qui a demandé à exercer son droit de réponse.

136. M. SALAMANCA (Bolivie) [traduit de l'espagnol]: Je ne croyais pas avoir à parler à nouveau sur ce problème difficile, mais certaines allégations faites par M. Garin m'obligent à reprendre la parole en tant que membre du Sous-Comité et comme représentant de la Bolivie.

137. Avant de répondre à M. Garin, je tiens à remercier, au nom de tous les membres du Sous-Comité que j'ai l'honneur de présider, les nombreuses délégations qui ont fait des observations sur le rapport que nous avons présenté sur ce problème difficile.

138. Après avoir entendu le représentant du Portugal, je désire faire une seule observation finale. Une fois de plus, par les paroles prononcées par M. Garin, le Portugal déclare son incompatibilité totale avec les Nations Unies. Cette position, qui méconnaît toutes les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, est à fond, je regrette de le dire, un défi à la solidarité naissante des peuples africains. On a prétendu qu'il y aurait eu exagération dans la description de la tension et du conflit qui existent à la frontière du Congo, mais, et je tiens à l'affirmer bien clairement, nous devons admettre que cette description est exacte.

139. Les Nations Unies ont été créées pour éviter des conflits éventuels. Il est grave de nier ou de feindre d'ignorer que le problème existe, d'affirmer que la tension est minime. A ce sujet, il est intéressant de remarquer que le représentant du Portugal nous a parlé, cette fois, de position défensive. Déjà, il ne s'agit plus d'une action limitée de vigilance policière. D'autre part, il a fait observer que j'avais reconnu, dans ma première intervention, qu'il est difficile d'établir quand une situation est grave.

140. Nous savons tous que lorsqu'un conflit commence l'agresseur ne se place jamais dans une position agressive. L'expression "position défensive" peut être employée tantôt dans un sens valable, tantôt dans un sens faux. C'est un fait qui est vrai dans n'importe quelle situation. Le problème est que le Gouvernement portugais regarde la situation présente par le gros bout de la lunette. Il voit la situation dans des dimensions réduites et microscopiques.

141. Cependant, admettons pour un moment que les opérations militaires ont amené 150 000 réfugiés à la frontière. Ces réfugiés, qui ne sont pas portugais, qui ne sont pas angolais, dont je ne sais pas ce qu'ils seront, se trouvent à la frontière. Au cours de sa visite, sur ces 150 000 réfugiés, le Sous-Comité a seulement interrogé de nouveaux venus. Nous avons recueilli l'impression directe que l'opération militaire en Angola a été efficace et que ces réfugiés ont été obligés de quitter leurs villages pour gagner la frontière. En tout état de cause, cette action, fût-elle défensive ou de caractère policier, est une action qui crée un conflit. Nous avons dans cette situation tous les éléments d'un conflit.

142. Avant de clore le dialogue que je soutiens depuis deux ans avec la délégation portugaise, je me permettrai de poser, en toute bonne foi, une question finale. Le Portugal accepterait-il une enquête sur le péril qui existe à la frontière et sur le point de savoir si sa position est en réalité seulement défensive? Bien entendu, je n'attends pas du représentant du Portugal une réponse immédiate. Si aucune réponse n'est apportée à cette question, alors nous arrivons au cœur du problème. L'affaire doit être examinée à partir de ce point car, si les Nations Unies ne pouvaient résoudre un conflit qui n'a relativement pas encore atteint en ce moment toute la gravité qu'il pourrait avoir, dès que ce conflit s'étendrait il sortirait alors du cadre des Nations Unies.

143. Lorsque aux Nations Unies nous parlons d'une situation qui pourrait être une menace pour la paix, nous employons le conditionnel. C'est dire que les Nations Unies doivent intervenir préventivement. Le problème dont nous nous occupons et qui est posé depuis deux ans est un problème difficile et complexe.

144. Si, en réponse à la question que j'ai posée en toute bonne foi, le représentant du Portugal disait: notre position est seulement défensive, nous sommes disposés à accepter une enquête sur ce point, alors je ferais foi à la parole du Portugal, j'admettrais que sa volonté est pacifique et qu'il est prêt à chercher une solution honorable.

145. Pour le moment, je laisserai ma question en attente d'une réponse. Je rappelle simplement la dernière phrase prononcée par le représentant du Portugal. Il y a deux ou trois ans, alors que le problème était discuté à la Quatrième Commission, j'ai souligné que la politique portugaise était réellement une

politique multiraciale. Je n'éprouve aucune difficulté à reconnaître qu'en fait, durant les nombreux siècles de la présence portugaise en Angola, cette politique a produit 250 000 métis dans ce territoire. Il faut admettre cependant que durant cinq siècles cette politique de laquelle est née une société multiraciale a été peu active. En tout cas, cet élément existe. Pour le moment, il ne s'agit pas du problème d'une société multiraciale. Quand une tension militaire surgit, le problème de la discrimination ou de la non-discrimination perd son importance. Il s'agit d'un problème où des facteurs internationaux peuvent entrer en jeu de façon dangereuse.

146. Je dois reconnaître que pendant deux ans nous avons été à tout moment en présence d'un problème difficile. Le représentant du Portugal le sait bien. Depuis le début de ses travaux, le Sous-Comité que j'ai l'honneur de présider a agi en toute bonne foi. Nous pensions il y a deux ans que le Portugal pourrait trouver par la voie de la coopération — en prenant en considération les points de vue du Portugal — une solution qui ne fût pas recours à la violence. Dans notre premier rapport, la seule chose que nous demandions au Portugal était d'étudier la possibilité de choisir entre la voie de la solution pacifique et celle de la solution par la force. Le Portugal a choisi sa voie. La solution du problème est maintenant entre les mains de l'Assemblée générale.

147. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Je donne la parole au représentant du Congo (Léopoldville) qui a demandé à faire usage de son droit de réponse.

148. M. IPOTO (Congo) [Léopoldville]: Nos débats concernant la question angolaise approchent de la fin, mais ma délégation tient néanmoins à prendre la parole pour tenter de relever les contradictions existant dans la déclaration que vient de faire le représentant du Portugal, qui a tenu à les présenter à l'Assemblée comme étant la vérité sur la question angolaise.

149. En effet, le représentant du Portugal a fait remarquer ici que notre manière d'envisager la question angolaise n'avait nullement progressé. Que remarquons-nous effectivement? La politique du Portugal à l'égard de la question angolaise n'a fait nul progrès depuis que l'Assemblée a été saisie du problème de l'Angola. Aussi fonde-t-il ses arguments sur ce que j'avais voulu qualifier, au cours de mon intervention dans le débat général [1184ème séance], de "supercherie juridique".

150. Le point de vue du Portugal se trouve quelque peu renforcé par la loi arbitrairement promulguée en 1961, loi qui intégrait le territoire de l'Angola au Portugal. Pourtant, le soulèvement des populations de l'Angola à la suite de cette annexion arbitraire aurait dû faire réfléchir le Gouvernement portugais et l'amener à reconsidérer sa position à ce sujet.

151. Malheureusement, le Portugal, ancré dans sa politique de domination et d'asservissement à jamais du peuple angolais, ne tient pas à revoir sa position selon la voie que nous lui avons tracée du haut de cette tribune. L'Assemblée a pu remarquer que le Portugal, comme par hasard, est le seul Etat à considérer l'Angola comme faisant partie intégrante du Portugal.

152. Le représentant du Portugal a considéré nos interventions comme de simples injures à l'endroit de

son gouvernement. Au fond, l'Assemblée a également pu remarquer que le Portugal, par son attitude, essaie de faire dévier les buts mêmes de l'Organisation, qui veut que des pays encore placés sous l'administration du Portugal deviennent des Etats autonomes, des Etats indépendants, et non pas qu'ils soient arbitrairement intégrés.

153. Parlant du terrorisme et des massacres, le représentant du Portugal a regretté que l'Assemblée n'ait pas pris en considération les arguments qu'il avait avancés ici [1183<sup>ème</sup> séance], l'accusation qu'il avait portée contre les partis politiques angolais. C'est bien le Portugal qui, en Angola comme ailleurs, dans les territoires sous son administration, fait une propagande raciste intertribale qui a pour conséquence le terrorisme et les massacres que nous devons tous regretter. Nous devrions pour bien faire nous en prendre au Portugal pour qu'il revise une fois de plus sa position à ce sujet.

154. Le nombre des réfugiés dans mon pays n'a jamais diminué; au contraire, il a presque doublé. Notre représentant à la Troisième Commission a cité le chiffre de 65 000 réfugiés. Mais il ne s'agissait là que de la seule ville de Léopoldville, la capitale du Congo, alors qu'en réalité il y a plus de 150 000 réfugiés sur tout le territoire congolais. Nous n'avons pu, à Léopoldville seulement, héberger les 150 000 personnes et plus qui nous tombaient des cieus. Ces gens ne demandaient pas mieux que de rester chez eux, en Angola, et d'y vivre en paix; mais, avec la politique du Portugal, les massacres, les tueries massives, les bombardements des villages, ils ne pouvaient plus y tenir et devaient chercher refuge chez leurs frères. Voilà pourquoi ils sont arrivés au Congo. C'est également compte tenu de nos liens traditionnels — et je n'ai pas besoin de rappeler ici, du haut de cette tribune, les liens qui nous unissent aux populations de l'Angola, le représentant du Portugal les connaît certainement mieux que personne — que nous les avons accueillis.

155. Ma délégation note avec satisfaction la rectification donnée par le représentant du Portugal et selon laquelle ce n'étaient pas les autorités congolaises qui empêchaient les Angolais de retourner chez eux pour trouver une occasion de faire du chantage, comme il l'avait déjà reconnu dans son intervention lors du débat général, mais bien les partis politiques angolais, encore que nous puissions contester cela. En effet, réduits à vivre de moyens de fortune au Congo, ces gens ne demanderaient pas mieux que de rentrer en Angola et d'y bien mener leur vie, si les Portugais les laissaient libres.

156. Il est évident que la sécurité internationale est menacée par la situation en Angola. Si je disposais de beaucoup plus de temps — mais je ne veux pas lasser l'Assemblée et m'étendre davantage sur cette question dont l'examen touche presque à sa fin —, j'aurais pu donner des exemples imagés montrant que la sécurité internationale est menacée à nos frontières. Les troupes congolaises ont tout dernièrement arrêté deux soldats portugais qui avaient franchi la frontière pour poursuivre des Angolais et les tuer sur notre territoire. Ces deux soldats

portugais ont été amenés à Léopoldville et nous les avons faits prisonniers. Le représentant du Portugal connaît les tractations diplomatiques qui ont entouré cette arrestation. Les Portugais pourchassent les Angolais jusqu'au Congo et les tuent sur notre territoire. Si notre armée avait à l'époque agi de même ou essayé d'ouvrir le feu parce que ces gens avaient franchi la frontière, il y a longtemps que le Congo serait arrivé à un conflit armé avec le Portugal. C'est pourquoi l'Assemblée doit prendre des décisions pour écarter ce danger latent qui nous guette.

157. Le représentant du Portugal a voulu minimiser l'importance des massacres organisés par le Portugal en Angola en affirmant que la paix internationale ne serait menacée que si un certain Etat, qui est à la frontière et entretient des camps d'entraînement pour Angolais, lançait une attaque. Le Congo n'a pas besoin d'attaquer les populations de l'Angola. Le Congo n'a pas de visées de cet ordre; notre pays est assez grand et le Portugal le sait. Notre pays, qui a des ressources économiques multiples, n'a pas besoin de l'Angola pour vivre. Mais nous sommes mus par un idéal, un idéal africain; cet idéal est que nous ne voulons plus de domination étrangère dans quelque partie de l'Afrique que ce soit.

158. Nous ne pouvons empêcher par conséquent nos frères angolais qui viennent chercher refuge chez nous de s'organiser en partis politiques, de sortir du Congo pour aller rendre compte de la situation à leurs familles demeurées en Angola, et de rentrer de nouveau au Congo.

159. Il est temps que le Portugal revoie sa politique sur l'Angola. Il doit revoir cette politique du tout au tout et arriver à ouvrir un dialogue avec les dirigeants angolais.

160. Je crois que le Portugal a pu mettre à profit les diverses interventions que nous avons faites ici et que nous pouvons espérer, dans les jours à venir, une situation nouvelle en Angola, à savoir l'autodétermination et, plus tard, l'indépendance, qui serait décidée par l'Angola une fois que le Portugal aurait revu sa politique à l'égard de ce territoire africain.

161. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Je donne la parole au représentant du Portugal qui a demandé à répondre brièvement.

162. M. GARIN (Portugal) [traduit de l'anglais]: Je regrette de devoir revenir à la tribune. Ma délégation déplore profondément que le représentant de la Bolivie ait contesté le caractère défensif des dispositions militaires que nous avons prises en Angola. Mercredi dernier, à la 1183<sup>ème</sup> séance, nous avons déclaré très nettement que nous n'avons pas l'intention de porter atteinte aux droits de n'importe quel autre pays. Ma délégation tient à le déclarer nettement étant donné la nouvelle interprétation qui est donnée des dispositions prises par le Portugal exclusivement pour la protection de ses populations en Angola. Cette interprétation ne figure pas dans le rapport du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola et semble être apparue depuis. Ma délégation déclare qu'elle est absolument sans fondement.

*La séance est levée à 23 h 25.*